

**RAPPORT INTERIMAIRE D'EXECUTION DE
LA SURVEILLANCE MULTILATERALE
POUR L'ANNEE 2007 ET PERSPECTIVES POUR 2008**

Novembre 2007

TABLE DES MATIERES

<u>RESUME.....</u>	<u>4</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>6</u>
<u>1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL.....</u>	<u>8</u>
<u>2. EVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC).....</u>	<u>12</u>
2.1 SECTEUR RÉEL.....	13
2.2 PRIX.....	15
2.3 FINANCES PUBLIQUES.....	15
2.4 BALANCE DES PAIEMENTS.....	16
2.5 MONNAIE.....	17
2.6 PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNAUTÉ EN 2008.....	18
2.7 SITUATION SOCIALE	18
<u>3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTÉ.....</u>	<u>20</u>
3.1 CRITÈRES DE CONVERGENCE	21
3.2 INDICATEURS DE SURVEILLANCE MULTILATÉRALE.....	23
<u>4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES.....</u>	<u>29</u>
<u>5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE.....</u>	<u>33</u>
<u>ANNEXE 1 : SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PAYS MEMBRES.....</u>	<u>36</u>
1. CAMEROUN	37
2. CENTRAFRIQUE.....	40
3. CONGO.....	43
4. GABON.....	46
5. GUINEE EQUATORIALE	49
6. TCHAD.....	52
<u>ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES.....</u>	<u>55</u>

1.

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : COUVERTURE DES DÉPENSES COURANTES HORS INTÉRÊTS DE LA DETTE PAR LES RECETTES FISCALES NON PÉTROLIÈRES.....	24
TABLEAU 2 : VUE D'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE MONDIALE : PIB ET PRIX À LA CONSOMMATION.....	56
TABLEAU 3 : EVOLUTION DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES.....	56
TABLEAU 4 : CEMAC : PRODUIT INTÉRIEUR BRUT.....	56
TABLEAU 5 : CEMAC : RESSOURCES ET EMPLOIS	58
TABLEAU 6 : CEMAC : INFLATION (MOYENNE ANNUELLE, EN POURCENTAGE).....	60
TABLEAU 7 : CEMAC : TABLEAU DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DES ETATS.....	61
TABLEAU 8 : CEMAC: BALANCE DES PAIEMENTS.....	62
TABLEAU 9 : CEMAC : SITUATION MONÉTAIRE.....	62
TABLEAU 10 : CEMAC : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	62
TABLEAU 11 : CAMEROUN : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	64
TABLEAU 12 : CENTRAFRIQUE : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	65
TABLEAU 13 : CONGO : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	66
TABLEAU 14 : GABON : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	67
TABLEAU 15 : GUINEE EQUATORIALE : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	68
TABLEAU 16 : TCHAD : SYNTHÈSE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET PRINCIPAUX INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES	69
TABLEAU 17 : CEMAC : PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) PAR SECTEUR.....	70
TABLEAU 18 : CEMAC : RESSOURCES ET EMPLOIS.....	71

RESUME

En 2007, la situation économique mondiale se caractériserait par une croissance relativement forte, une inflation modérée ainsi que par la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières. Sur les marchés monétaires et financiers, les taux d'intérêt de long terme resteraient bas. Le dollar continuerait de se déprécier par rapport à l'euro.

C'est dans cet environnement international relativement favorable que s'inscriraient les activités économiques et financières de la Communauté pour l'année 2007. Celles-ci se caractériseraient par une consolidation de la croissance économique, un raffermissement des finances publiques, une dégradation du compte extérieur courant, un renforcement de la situation monétaire dans un contexte d'atténuation des tensions inflationnistes.

En effet, les données disponibles à fin septembre 2007 tablent sur une croissance moyenne de 4,1 % en 2007 contre 3,1 % une année plus tôt. Dans ces conditions, le PIB réel par habitant s'apprécierait de 1,5 %. Du côté de l'offre, le développement rapide des activités des secteurs non pétroliers (primaire et tertiaire) constituerait la locomotive de la croissance économique en 2007, avec principalement l'expansion continue de la téléphonie mobile dans les principales villes de la Sous-région et le dynamisme du commerce. Par pays, la croissance se situerait à + 2,9 % au Cameroun, + 3,7 % en Centrafrique, + 5,5 % au Gabon, + 21,5 % en Guinée Equatoriale, et + 2,6 % au Tchad. Seul le Congo enregistrerait une croissance négative (-0,8 %). Quant aux industries extractives, leur contribution à la croissance serait négative expliquée essentiellement par la baisse de la production de pétrole brut. Cette baisse serait observée fortement au Congo, suite à l'incendie intervenu au mois de mai 2007 sur le site de Nkossa et dans une moindre mesure au Tchad. La progression de la production de méthanol et des autres gaz en Guinée Equatoriale, de l'industrie minière notamment le diamant en Centrafrique, et du manganèse au Gabon viendrait atténuer l'apport négatif des industries extractives. S'agissant de la demande, la demande intérieure demeurerait le principal moteur de la croissance des économies de la sous-région en 2007, bien que sa contribution soit attendue en légère baisse par rapport à l'année précédente, en liaison avec la bonne tenue de la consommation privée et de la formation brute du capital fixe du secteur public. La demande extérieure nette quant à elle, grèverait la croissance par rapport à 2006.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, s'inscrirait en baisse par rapport à 2006, en liaison principalement avec la forte diminution des recettes pétrolières au Congo, atténuée par la progression des recettes non pétrolières. En effet, les recettes pétrolières s'effriteraient en liaison avec une légère diminution de sa production et ce en dépit de la bonne tenue des cours mondiaux du brut. En revanche, la relance des activités non pétrolières conjuguées avec la poursuite des mesures visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer l'efficacité du recouvrement des différentes régies financières contribuerait à l'amélioration des recettes non pétrolières. Pour leur part, les dépenses budgétaires se renforceraient, du fait d'une hausse des dépenses en capital, en relation avec les efforts des Autorités de la Sous-région pour réorienter la structure des dépenses publiques en faveur des secteurs prioritaires.

S'agissant des échanges extérieurs, le solde du compte des transactions courantes (hors dons) excédentaire de 204,9 milliards en 2006 (+ 0,8 % du PIB) deviendrait déficitaire de 529,6 milliards en 2007 (- 1,9 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait par l'aggravation de la balance des services et des revenus atténués cependant par la légère progression de l'excédent de la balance commerciale.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie se situant à 94,8 % au 31 décembre 2007 contre 94,7 % en 2006 au regard des perspectives de l'évolution favorable des marchés du pétrole, du manganèse et du bois.

Ces résultats macroéconomiques favorables n'ont pas encore eu d'impact significatif sur les indicateurs socio-économiques. Sur le plan social, le Cameroun et le Tchad ont entrepris le processus de révision de leur premier DSRP en vue de la production de DSRP de 2^{ème} génération qui couvrira la période 2008-2012. Les autres pays sont entrain de finaliser leur document.

Pour 2008, les perspectives économiques communautaires demeurent globalement favorables, avec un taux de croissance réelle attendu à 4,4 %, conduisant à une augmentation du PIB réel par habitant de 1,8 % pour un taux de croissance de la population de 2,6 % ; le taux d'inflation s'établirait en-deçà de la norme communautaire (+2,9 %).

En matière de convergence, les programmes triennaux de convergence actualisés 2007-2009 du Cameroun et du Gabon sont disponibles à la Commission et les rapports sur ces programmes seront présentés au prochain Conseil des Ministres de décembre 2007. Le programme triennal de convergence du Congo pour la période 2007-2009 est en cours de finalisation. Les autres pays sont invités à accélérer la rédaction de leur programme. Les résultats prévisionnels de la surveillance multilatérale en 2007 font ressortir que sur les quatre critères de la surveillance, deux pays (le Cameroun et le Tchad) respecteraient les quatre critères. Le Gabon et la Guinée Equatoriale observeraient trois critères sur quatre; ils ne respecteraient pas le critère relatif au taux d'inflation. Le Centrafrique et le Congo respecteraient deux critères sur quatre ; le critère relatif au taux d'endettement extérieur ne serait pas respecté par les deux pays. De plus, le critère relatif à l'inflation ne serait pas observé par le Congo alors que celui relatif au solde budgétaire de base ne serait pas observé par le Centrafrique. Les données agrégées disponibles en fin septembre 2007 font apparaître que la Communauté respecterait les quatre critères.

Concernant les relations avec les institutions financières internationales, elles se normalisent tant au niveau régional qu'à celui des Etats. Ainsi, l'évaluation de l'exécution du programme du **Cameroun** fait ressortir que les réalisations du premier semestre 2007 ont été globalement cohérentes avec les objectifs fixés. Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV et l'exécution du FRPC a permis à la **République Centrafricaine** l'atteinte du point de décision en septembre 2007. Au **Congo**, des discussions sont en cours pour arrêter un programme avec le Fonds. Pour le **Gabon**, le Gouvernement a conclu un programme pluriannuel avec les Institutions de Bretton Woods, notamment le FMI (avril 2007 à mars 2010). En **Guinée Equatoriale**, la consultation au titre de l'article IV pour l'année 2007 a eu lieu en avril 2007. Enfin, pour le **Tchad**, une mission du Fonds au titre IV s'est déroulée en septembre 2007.

Compte tenu de ce qui précède, les Etats sont invités dans le cadre de leurs programmes économiques respectifs à poursuivre la transparence dans la gestion de l'économie ainsi que l'assainissement des finances publiques, et à mettre en œuvre une stratégie de diversification afin de réduire la pauvreté et de s'acheminer vers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.

INTRODUCTION

Le présent texte constitue le quatorzième rapport d'exécution de la surveillance multilatérale dans la Communauté. Il s'articule autour de l'analyse de la situation économique, financière et sociale globale de la Sous-région et s'appuie sur celle des pays membres au premier semestre 2007 et, sur cette base, fournit des indications prévisionnelles pour toute l'année 2007.

Cette analyse débouche sur l'appréciation de la convergence et de la conformité aux grandes orientations de politiques économiques et à la discipline communautaire.

S'agissant de l'état de la convergence, le rapport se base sur les performances en matière de respect des critères ainsi que l'évolution des indicateurs macroéconomiques de la surveillance multilatérale.

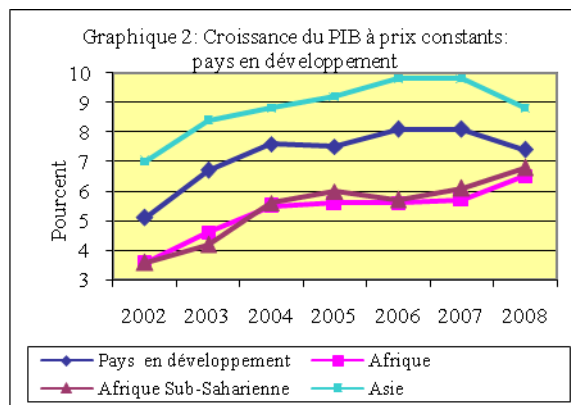
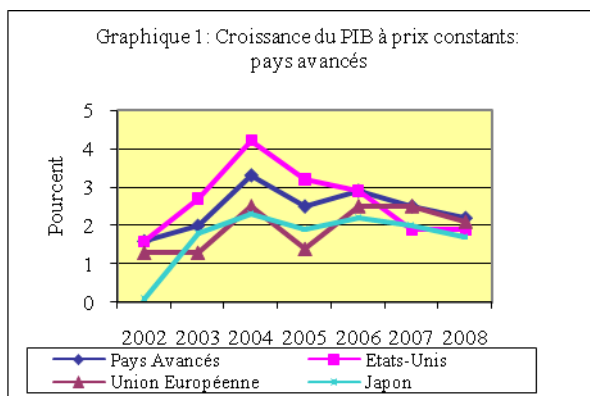
La première partie de ce rapport décrit les faits et événements économiques et financiers survenus au niveau de l'environnement international au cours du premier semestre et, esquisse les tendances pour toute l'année 2007. La situation économique et financière récente de la Communauté est décrite à la deuxième partie. Quant à la troisième partie, elle examine l'état de la convergence dans la Communauté et la position de chaque Etat au regard des critères de convergence. La quatrième partie porte sur l'état des relations de la Communauté et des Etats membres avec la Communauté financière internationale. Enfin, la dernière partie du rapport est une conclusion sous forme de recommandations de politiques économiques. L'annexe 1 présente la situation économique et financière de chaque Etat membre et l'annexe 2 fournit des statistiques économiques sur la Communauté et chacun des Etats membres.

1. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

En 2007, la situation économique mondiale se caractériserait par une croissance relativement forte, une inflation modérée ainsi que par la bonne tenue des cours mondiaux des matières premières. Sur les marchés monétaires et financiers, les taux d'intérêt de long terme resteraient bas. Le dollar continuerait de se déprécier par rapport à l'euro.

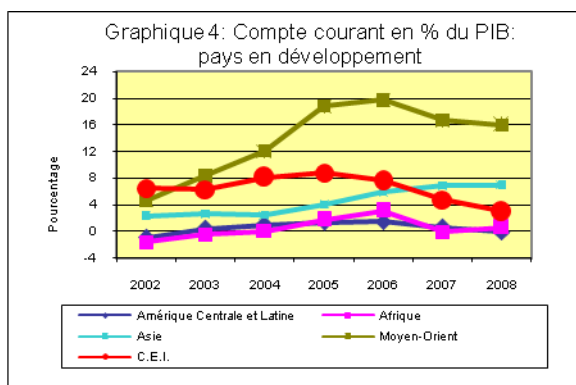
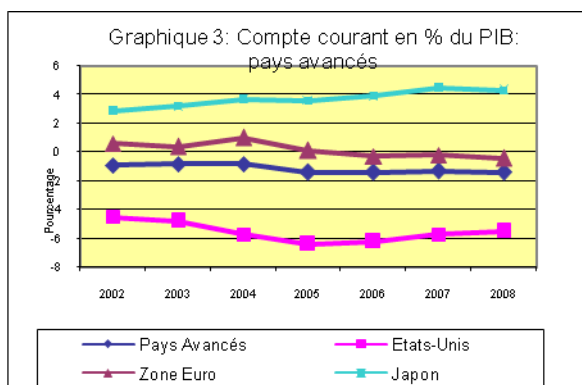
1.1 Croissance économique

Selon les prévisions du FMI d'octobre dernier, les performances économiques mondiales de 2007 dépasseraient les prévisions. En dépit des prix élevés du pétrole, l'économie mondiale croîtrait au taux de 5,2 %, soit 0,2 point en dessous de son niveau de 2006 (5,4 %). Les performances de 2007 resteraient diversifiées à travers les pays ou régions, mais celles de la Chine, l'Inde et la Russie affecteraient particulièrement à la hausse la croissance mondiale. Les prévisions de 2008 tablent sur un taux de croissance de 4,8 %.



Aux **Etats-Unis**, la croissance a été forte au premier trimestre 2007 avant de fléchir au second trimestre, en liaison avec les difficultés du marché de l'immobilier et l'assouplissement de l'investissement dans la construction d'habitation. Parallèlement, la hausse des prix de l'énergie et la faiblesse des loyers affecteraient à la baisse la consommation des ménages. Pour toute l'année 2007, le taux de croissance atteindrait 1,9 % contre 2,9 % en 2006. Le déficit du compte courant des Etats-Unis se résorberait légèrement, revenant de 6,2 % du PIB en 2006 à 5,7 % un an plus tard. Les prévisions pour 2008 suggèrent une stabilité de la croissance à 1,9 % comme en 2007, et une amélioration du déficit du compte courant à 5,5 % du PIB.

Au Japon, le taux de croissance reviendrait à 2,0 % en 2007, soit 0,2 point de moins que le niveau atteint en 2006, en relation notamment avec la force du yen. Les prévisions pour 2008 indiquent une continuation de la tendance baissière, avec un taux de croissance réelle qui s'établirait à 1,7 %.



Dans la **zone Euro**, l'activité économique ralentirait, revenant de 2,8 % en 2006 à 2,5 % en 2007 sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar. Cette décélération continuerait en 2008 avec une croissance projetée à 2,1 %, en

liaison avec les effets retardés de l'appréciation de l'euro et les conditions financières difficiles.

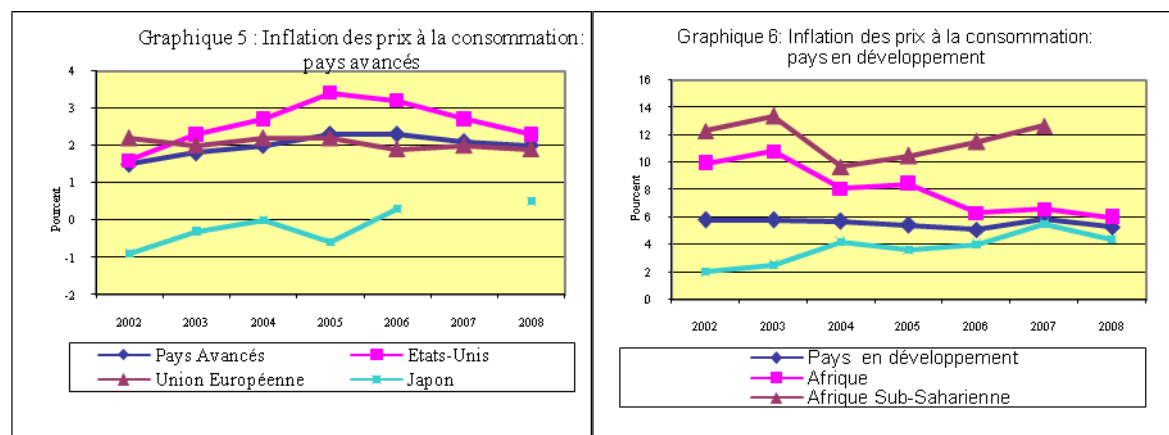
Dans les **pays émergents et en voie de développement**, la croissance économique resterait robuste à 8,1 % en 2007 comme en 2006, soutenue notamment par le développement de l'activité en Chine (11,5 %), en liaison notamment avec la bonne tenue de l'investissement et la croissance des exportations, en Inde (8,9 %), et en Russie (8,1 %). L'Afrique subsaharienne réaliserait un taux de croissance de 12,7 % contre 11,5 % en 2006. En Amérique Latine, la croissance fléchirait à 5,0 % puis 4,3 % respectivement en 2007 et 2008 contre 5,5 % en 2006. Les prévisions pour 2008 indiquent pour ces pays un affaiblissement de la croissance à 7,4 % contre 8,1 et 2007.

1.2 Evolution des prix à la consommation

En 2007, l'évolution des prix à la consommation dans les différents blocs de pays indique une stabilité de l'inflation dans les économies avancées et une hausse dans les autres pays. La montée de l'inflation dans le dernier groupe de pays reflète la forte hausse de la demande et le poids des produits alimentaires dans l'indice des prix, au moment où ceux-ci sont très sollicités dans la production du biocarburant.

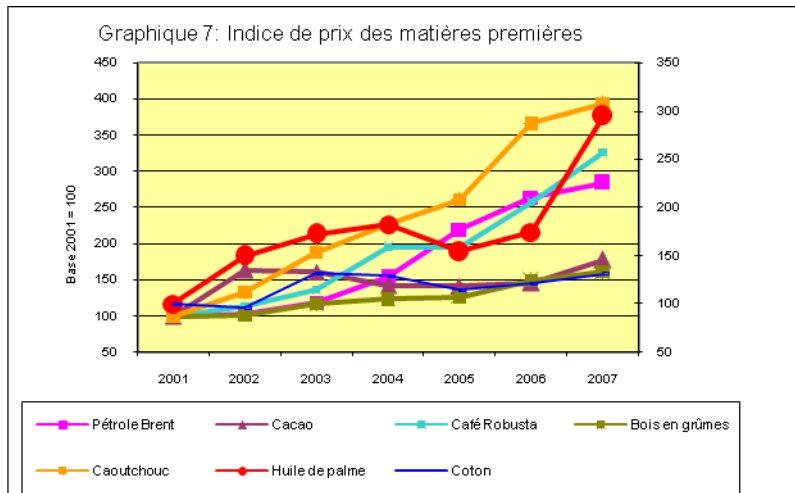
En effet, dans les **économies avancées**, l'inflation resterait en moyenne à 2,1 % en 2007 contre 2,3 % en 2006. Cette évolution reflèterait à la fois la légère reprise des tensions inflationnistes en zone Euro et la baisse de l'inflation aux Etats Unis et une stabilité au Japon.

Dans les **autres économies**, les fortes tensions inflationnistes proviendraient du côté de l'Afrique subsaharienne (12,7 % en 2007 contre 11,5 % en 2006) - en relation avec les effets induits de la hausse des prix du pétrole, notamment dans les pays importateurs - et du Moyen orient (10,8 % en 2007 contre 7,5 % en 2006). Les prévisions pour 2008 indiquent une inflation moyenne de 5,3 % dans cet ensemble de pays.



1.3 Evolution des prix des matières premières

Au cours de l'année 2007, les prix des matières premières continueraient leur hausse sur la plupart des marchés internationaux selon les prévisions du FMI du mois d'octobre. Les hausses les plus significatives pour la sous-région CEMAC ont concerné le café robusta (73,9 %), l'huile de palme (65,4 %), le cacao (22,2 %) et le bois en grumes (12,6 %). Avec l'évolution actuelle sur le marché du brut, l'augmentation du prix de 6,5 % serait largement dépassée d'ici la fin de l'année, augmentation liée en particulier à la baisse des stocks des Etats-Unis et à la vigueur de l'activité économique dans les pays émergents comme la Chine et l'Inde. L'année 2008 resterait dans la tendance de 2007.



1.4 Conditions monétaires et financières

La situation sur les marchés monétaires et financiers en 2007 et même 2008 porterait l’empreinte de la crise financière d’août-septembre dernier. En effet, l’explosion de la bulle immobilière (le crédit à risque aux Etats-Unis) et l’indiscipline des banques et des fonds spéculatifs, notamment la nouvelle pratique des marchés qui consiste à redistribuer les risques de crédits à un grand nombre d’opérateurs économiques à travers l’ensemble des places financières mondiales, ont conduit à la baisse du prix de l’immobilier et la hausse des taux d’intérêt, obligeant les banques centrales des économies avancées et des pays émergents à injecter d’importantes sommes sur les marchés pour stabiliser ces derniers. La Federal Reserve a dû baisser son taux d’un demi point en septembre 2007.

Les marchés sont certes en train de se corriger lentement sans retrouver pour l’instant une situation de normalité. Les experts sont unanimes pour dire que le processus d’ajustement serait de longue durée. En termes d’effets sur l’économie réelle, ils considèrent qu’ils se feraient sentir surtout en 2008.

Le dollar a repris légèrement de la valeur par rapport à l’euro en août, en liaison avec les récentes turbulences financières, mais retomberait en liaison avec le déficit du compte courant et la faible croissance des Etats-Unis, et avec la baisse de taux de la Federal Reserve.

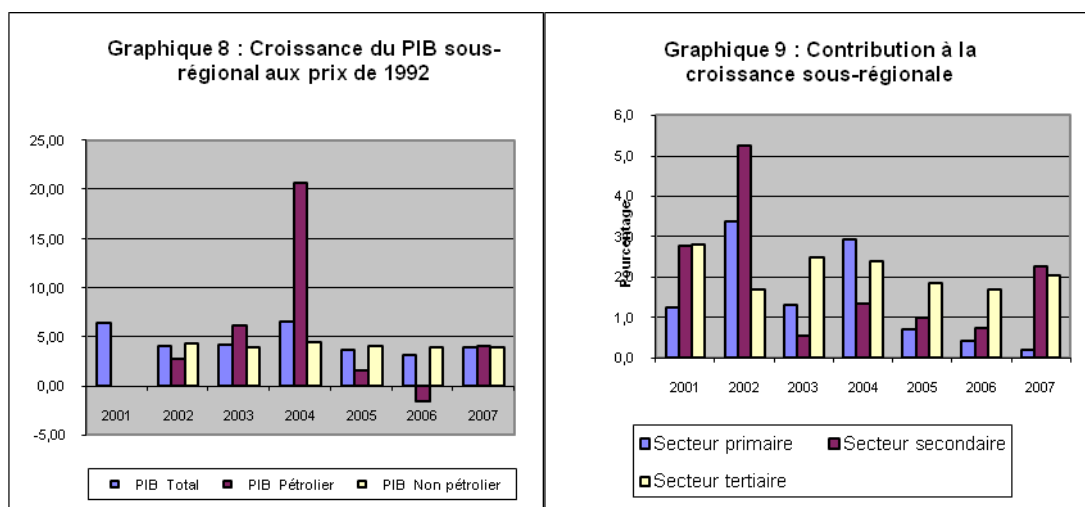
2. EVOLUTION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)

Les perspectives macroéconomiques pour l'année 2007, basées sur les données disponibles à fin septembre des Etats membres de la CEMAC, demeurent globalement favorables, marquées par une consolidation de la croissance économique, un raffermissement des finances publiques, un renforcement de la situation monétaire dans un contexte de décélération des tensions inflationnistes, malgré la dégradation du compte extérieur courant.

2.1 Secteur réel

Les activités économiques dans la plupart des Etats membres de la CEMAC s'amélioreraient en 2007, ce qui se traduirait par une progression de la croissance économique réelle. Cette tendance à la hausse s'expliquerait, d'une part, par la forte progression de la demande intérieure, et d'autre part, par la poursuite de l'expansion des activités de services et l'amorce d'une reprise des activités industrielles. En effet, la croissance économique s'inscrirait en hausse à 4,1 % en 2007 contre 3,1% une année auparavant, entraînant ainsi une augmentation du PIB réel par habitant de 1,5 %. Elle correspond à 3,9 % pour le secteur pétrolier et 4,2 % pour le secteur non pétrolier. Cette croissance se situerait dans la plupart des Etats membres de la Communauté à : + 2,9 % au Cameroun, + 3,7 % en Centrafrique, + 5,5 % au Gabon, + 21,5 % en Guinée Equatoriale, et + 2,6 % au Tchad. En revanche, le Congo enregistrerait une croissance négative (-0,8 %).

Du côté de l'offre, les activités économiques seraient fortement soutenues par la vigueur des secteurs secondaire et tertiaire, et, dans une moindre mesure, par le secteur primaire avec la bonne tenue de l'agriculture vivrière. Plus spécifiquement, la croissance économique en 2007 proviendrait pour 3,6 points du secteur non pétrolier et pour 0,5 point du secteur pétrolier et particulièrement des dérivés du pétrole (méthanol et autres gaz).



Dans le **secteur primaire**, la branche de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche apporterait 0,5 point à la croissance en 2007 comme en 2006, grâce principalement au redressement des cultures vivrières et maraîchères, lié à un retour à de bonnes conditions climatiques et la réouverture des voies de communication dans la plupart des Etats membres. Par ailleurs, cette branche d'activité bénéficierait de l'appui des bailleurs de fonds dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire dans certains Etats membres. Toutefois, le développement de cette branche resterait handicapé par d'importantes pertes après récoltes qui s'expliqueraient par le mauvais état des pistes rurales et par l'archaïsme des méthodes de conservation.

La branche « sylviculture » fournirait 0,1 point à la croissance, en liaison avec la limitation effective des exportations de grumes dans la plupart des Etats membres producteurs de bois. Néanmoins, la production de bois tropicaux augmenterait au Cameroun et en Centrafrique (cf Annexe 2, tableau 4 bis).

Quant aux industries extractives, leur apport serait négatif de l'ordre de 0,4 point à la croissance, s'expliquant essentiellement par la baisse de 2,4 % de la production de pétrole brut qui se situerait à 53,2 millions de tonnes pour l'ensemble des pays producteurs de la CEMAC. Cette baisse serait observée fortement au Congo (13,3 à 11,2 millions de tonnes en 2007), suite à l'incendie intervenu au mois de mai 2007 sur le site de Nkossa et dans une moindre mesure au Tchad qui verrait sa production passée de 7,9 millions de tonnes à 7,5 millions de tonnes en 2007. Cette baisse serait atténuée par les faibles augmentations de la production pétrolière au Gabon. La production de méthanol et des autres gaz en Guinée Equatoriale atteindrait 3 164 300 tonnes en 2007 contre 1 644 400 tonnes en 2006, grâce à la poursuite de la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités de l'usine de Punta Europa. Par ailleurs, l'industrie minière contribuerait positivement à la croissance. La production de manganèse par la Comilog au Gabon approcherait 3,3 millions de tonnes (contre 2,95 millions de tonnes en 2006).

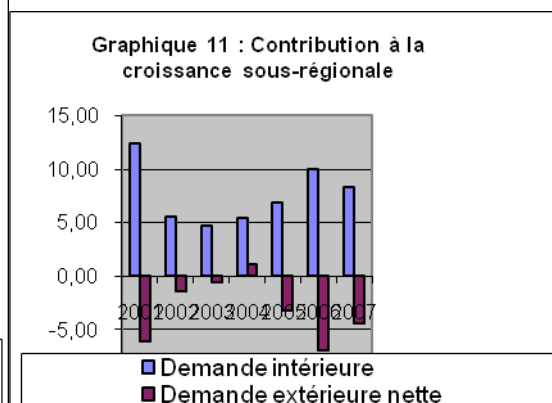
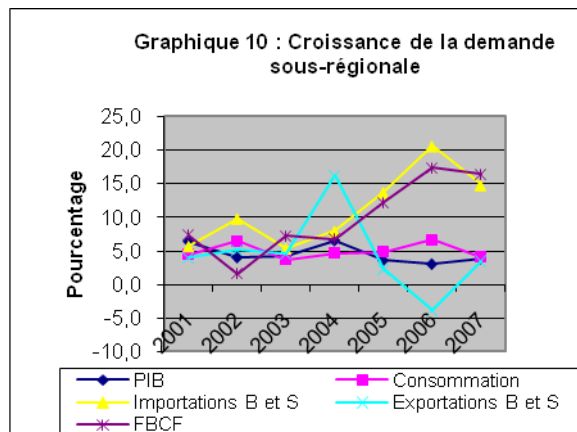
Au niveau du **secteur secondaire**, les industries manufacturières contribueraient à la croissance à hauteur de 0,4 point, grâce à la fermeté de la demande intérieure, à la normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique, au remboursement des arriérés de la dette intérieure au Cameroun, au Congo et au Gabon, à l'extension des capacités de production des unités industrielles en particulier dans la filière bois et à la vigueur des activités dans les branches de l'alimentaire, de la cimenterie et de la métallurgie, notamment au Cameroun et au Gabon.

La branche des Bâtiments et Travaux Publics apporterait 0,5 point à la croissance en 2007 contre 0,4 point en 2006. Cette évolution profiterait de la consolidation des grands travaux dans la plupart des Etats à travers l'accroissement des dépenses d'infrastructures prévus dans les programmes d'investissement de ces Etats. Par ailleurs, la construction des immeubles commerciaux entamée dans les grandes métropoles des Etats membres soutiendrait également cette tendance.

Dans le **secteur tertiaire**, les activités commerciales, touristiques et de transports contribueraient à la croissance à hauteur de 1,5 point, en liaison avec notamment l'expansion continue de la téléphonie mobile. Par ailleurs, ce secteur bénéficierait de la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures routières et le développement des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (informatique et Internet). Enfin, les services non marchands soutiendraient la croissance à hauteur de 0,7 point, en rapport avec les salaires versés dans la fonction publique, liés aux recrutements intervenus en particulier dans les secteurs prioritaires dans la plupart des Etats membres.

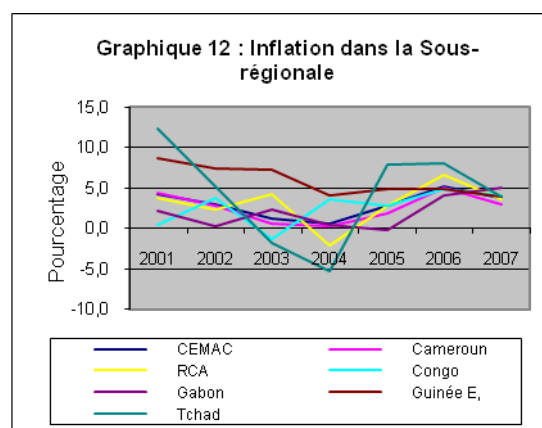
Cette croissance demeure insuffisante en raison, entre autres, de la faible diversification des structures productives du secteur non pétrolier (cf. répartition sectorielle du PIB en annexe).

S'agissant de la demande, la demande intérieure demeure le principal moteur de la croissance de la plupart des économies de la sous-région en 2007, bien que sa contribution soit attendue en légère baisse par rapport à l'année précédente, en liaison avec l'évolution de la consommation privée et de la formation brute du capital fixe du secteur public. Son apport atteindrait 8,7 points en 2007 contre 9,9 points en 2006. La demande extérieure nette, quant à elle, grèverait la croissance par rapport à 2006, avec – 4,5 points contre – 6,9 points un an plus tôt.



2.2 Prix

Les tensions inflationnistes enregistrées en 2006 s'atténueraient en 2007. En effet, le taux d'inflation, mesuré par l'accroissement de l'indice des prix à la consommation finale des ménages, devrait baisser pour se situer en dessous de la norme communautaire à 2,9 % en 2007 contre 5,3 % en 2006. Ce ralentissement de l'inflation serait favorisé par le maintien de la discipline budgétaire par les Etats, et la bonne tenue de l'agriculture vivrière suite à la bonne pluviométrie.



Par pays, le taux d'inflation annuel moyen serait nul au Tchad, de 1,5 % au Cameroun, de 3,0 % en Centrafrique, de 4,0 % au Congo et en Guinée Equatoriale et de 5,5 % au Gabon.

2.3 Finances publiques

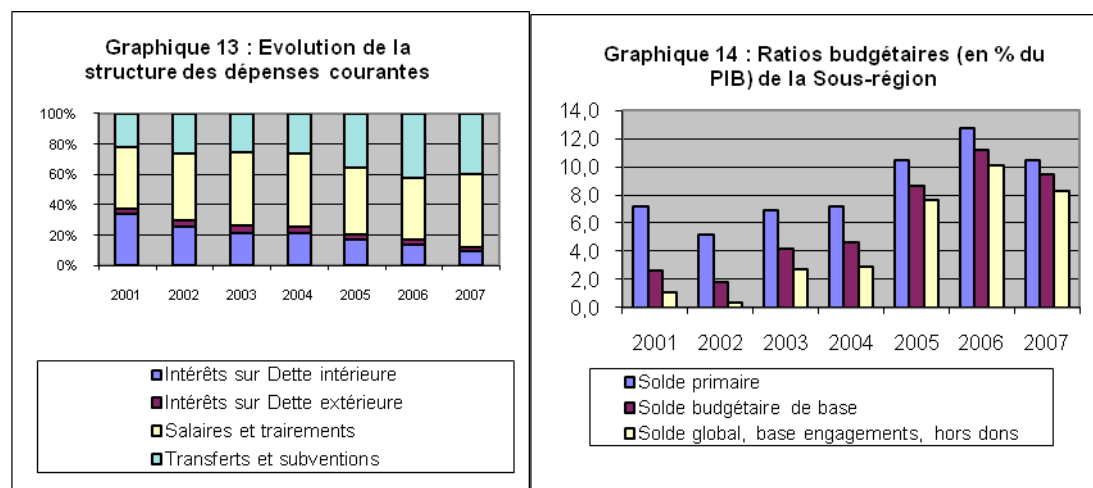
L'objectif majeur en matière de la politique budgétaire dans les Etats membres de la CEMAC en 2007 est la consolidation de l'assainissement des finances publiques à travers une mobilisation accrue des recettes non pétrolières et le maintien de la discipline budgétaire. Par ailleurs, la qualité de la dépense publique continuerait à être améliorée grâce au respect des priorités définies dans les Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

En effet, les recettes budgétaires totales s'inscriraient en hausse de 6,2 %, pour atteindre 8 443,8 milliards en 2007 (29,6 % du PIB) contre 7 949,8 milliards (29,6 % du PIB) en 2006, en liaison essentiellement avec la hausse des recettes non pétrolières (+ 11,9 %) et des recettes pétrolières (3,8 %). Par ailleurs, l'effet de la progression de la hausse des cours du pétrole brut ainsi que de la production du méthanol et des autres gaz sur les recettes pétrolières compenserait l'impact de la diminution de la production de l'or noir ainsi que la baisse des cours du dollar pendant la période sous revue. A cet effet, Les recettes hors pétrole s'élèveraient à 2 657,8 milliards en 2007 contre 2 376,1 milliards une année auparavant grâce à l'expansion économique, et à l'élargissement de l'assiette fiscale, notamment au Cameroun, et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régies financières dans plusieurs Etats membres. De plus, cet accroissement des recettes non pétrolières s'appuierait à la fois sur des mesures administratives et fiscales telle que l'installation du système informatique SYDONIA dans la plupart des administrations des douanes des Etats membres.

En matière de dépenses publiques, l'objectif de lutte contre la pauvreté conduirait au maintien des dépenses des infrastructures de base. Ainsi, les dépenses budgétaires

s'établiraient à 5 783,8 milliards, en augmentation de 10,3 % par rapport à l'année précédente. Elles seraient constituées de 3 416,6 milliards de dépenses courantes et de 2 367,2 milliards de dépenses d'investissement. Ces dépenses d'investissement s'accroîtraient de 25,8 %, traduisant la volonté de tenir compte du financement des projets de réhabilitation des infrastructures et de lutte contre la pauvreté dans la plupart des Etats membres. De leur côté, les dépenses courantes croîtraient modérément (+1,6 %), en relation avec la discipline budgétaire imposée dans la plupart des Etats de la Communauté, la baisse des intérêts de la dette et la hausse modérée des transferts et subventions.

L'excédent budgétaire primaire se situerait à 3 270,3 milliards, correspondant à 11,5 % du PIB en 2007 contre 3 405,4 milliards (12,7 % du PIB) une année plus tôt. De même le solde budgétaire de base, ressortirait à 10,5 % du PIB en 2007 contre 11,1 % du PIB en 2006.



En définitive, la gestion des finances publiques se solderait par un excédent global, base engagements, hors dons, de 2 660,0 milliards (9,3 % du PIB) contre 2 706,4 milliards (10,1 % du PIB) en 2006.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure pour 629,7 milliards, la baisse de 247,5 milliards des arriérés de paiement publics, la consolidation de la position face au système bancaire à hauteur de 1 396,0 milliards et le désengagement vis-à-vis du secteur non bancaire de 1 016,4 milliards, le besoin de financement global des Etats de la CEMAC se situerait à 629,6 milliards. La mobilisation de ressources extérieures dont 282,8 milliards de dons, 217,2 milliards de prêts et 123,8 milliards d'allègements de dette, ne suffirait pas à couvrir entièrement ce besoin de financement. Il se dégagerait alors un gap résiduel de 5,7 milliards qu'il conviendrait de couvrir avant la fin de l'année.

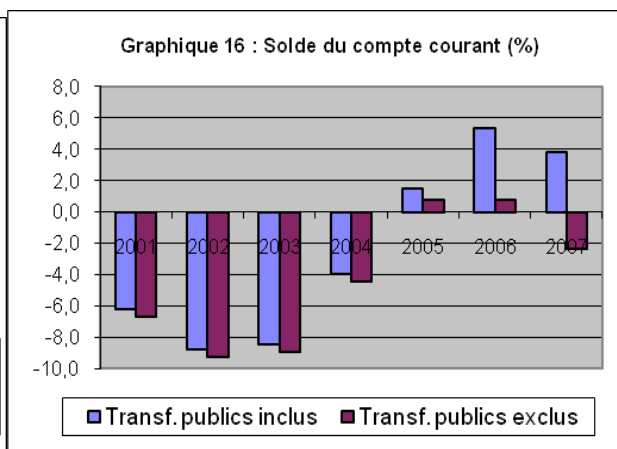
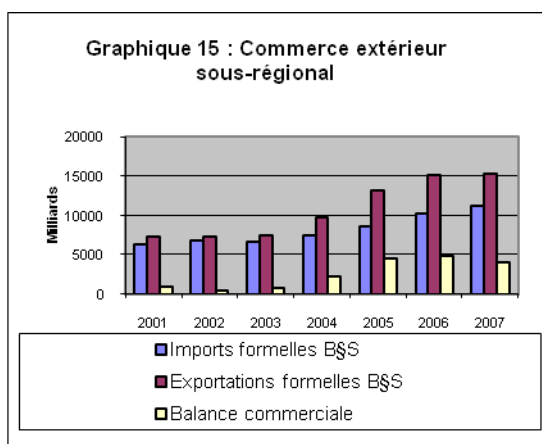
2.4 Balance des paiements

S'agissant des échanges extérieurs, le solde du compte des transactions courantes (hors dons) excédentaire de 204,9 milliards en 2006 (+ 0,8 % du PIB) deviendrait déficitaire de 529,6 milliards en 2007 (- 1,9 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait par l'aggravation de la balance des services et revenus atténuée cependant par la légère progression de l'excédent de la balance commerciale.

En effet, avec la consolidation de la croissance économique et la poursuite des investissements dans le secteur pétrolier dans la plupart des Etats membres, le déficit des services se creuserait de 3 850,8 milliards en 2006 à 4 437,9 milliards en 2007. Le solde négatif des revenus passerait de 4 638,7 milliards en 2006 à 4 939,2 milliards en 2007 en dépit de la réduction des intérêts sur la dette extérieure des Etats. Les entrées nettes de transferts courants diminueraient légèrement de 185,6 milliards en 2006 à 184,0 milliards en 2007 avec l'accroissement des dons officiels liés aux allègements de la dette extérieure.

L'excédent de la balance commerciale se renforcerait de 176,3 milliards, pour atteindre 8 893,7 milliards en 2007, en raison d'une amélioration des termes de l'échange de 2,1 % contrariée toutefois par la contraction de la production de pétrole brut, principal produit d'exportation. Ainsi, les exportations s'inscriraient en hausse à 5,7 %, pour se situer à 15 185,7 milliards en 2007, en liaison notamment avec la baisse des ventes de pétrole brut, de coton fibre, d'aluminium, de banane, et de bétail. Les importations, quant à elles, s'établiraient à 6 292,0 milliards, en progression de 11,3 % par rapport à 2006, sous l'effet du renchérissement des produits pétroliers et des acquisitions de biens d'équipement dans le cadre des investissements tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières s'améliorerait, passant de 1 105,5 milliards en 2006 à 2 023,3 milliards un an plus tard, du fait essentiellement de la progression des investissements directs dans le secteur pétrolier et d'un net recul des sorties de capitaux à moyen et long terme, en liaison principalement avec la contraction des amortissements au titre de la dette publique et des dettes structurelles contractées par le secteur privé pétrolier notamment.



En définitive, l'excédent global de la balance des paiements se situerait à 1 723,9 milliards en 2007 contre 1 384,2 milliards l'année précédente. Compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de change de 1 830,2 milliards et du paiement d'arriérés extérieurs de 23,3 milliards, le besoin de financement extérieur s'établirait à 129,6 milliards. Le réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 123,8 milliards ne suffirait pas à couvrir entièrement ce besoin de financement. Il se dégagerait alors un gap résiduel de 5,7 milliards.

En matière de dette publique, les évolutions des comptes extérieurs et budgétaires se traduiraient par une baisse du ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires à 9,9 % en 2007 contre 39,9 % un an plus tôt et par un recul du ratio du service de la dette par rapport aux exportations à 5,3 % contre 21,0 % en 2006. De même, le ratio du stock de la dette par rapport au PIB s'élèverait à 24,6 % en 2007 contre 27,6 % l'année précédente.

2.5 Monnaie

A fin décembre 2007, la situation monétaire dans les Etats membres de la Communauté se caractériserait par une consolidation des avoirs extérieurs nets, une diminution des créances nettes sur les Etats et une hausse des crédits à l'économie, et par conséquent un accroissement de la masse monétaire (cf Annexe 2, tableau 11).

En effet, les avoirs extérieurs nets se raffermiraient de 36,7 %, pour s'établir à 6 696,2 milliards contre 4 900,1 milliards à fin décembre 2006. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie se situerait à 94,8 % au 31 décembre 2007 contre 94,7 % en 2006 au regard des perspectives de l'évolution favorable des marchés du pétrole, du manganèse et du bois.

La position nette créditrice des Etats s'accroîtraient, pour se fixer à -3 492,3 milliards contre -1 976,4 milliards au 31 décembre 2006, en rapport avec l'amélioration des finances publiques ;

Les crédits à l'économie augmenteraient de 11,1 % consécutivement à l'expansion de l'activité économique attendue en 2007. Ils passeraient de 1 974,2 milliards au 31 décembre 2006 à 2 193,8 milliards en décembre 2007 ;

Traduisant toutes ces évolutions, la masse monétaire progresserait de 11,0 %, pour se fixer à 4 519,4 milliards au 31 décembre 2007 contre 4 069,8 milliards au 31 décembre 2006.

2.6 Perspectives économiques de la communauté en 2008

Pour l'année 2008, les projections macroéconomiques s'annoncent globalement favorables, avec une croissance économique soutenue, la maîtrise des tensions inflationnistes, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, une couverture extérieure satisfaisante de la monnaie, ce malgré la dégradation du solde extérieur courant.

Ainsi, les perspectives pour 2008 laissent entrevoir une croissance économique modérée dans la Communauté, avec un taux de croissance réelle attendu de 4,4 %, entraînant une augmentation du PIB réel par habitant de 1,8 % pour un taux de croissance démographique de 2,6 %. Les tensions inflationnistes seraient maîtrisées, avec un taux d'inflation d'environ 2,9 % en moyenne annuelle durant l'année 2008.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, s'établirait à 12,9 % du PIB contre 9,3 % du PIB une année auparavant, avec une augmentation des recettes pétrolières, induite par la flambée des termes de l'échange.

Enfin, le solde des transactions courantes, hors dons, reviendrait excédentaire à 4,0 %.

Les projections monétaires indiqueraient un raffermissement des avoirs extérieurs nets au 31 décembre 2008, avec un taux de couverture extérieure de la monnaie de 97,2 % contre 94,8 % en 2007. Les crédits à l'économie progresseraient de 9,4 %. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 10,2 %.

2.7 Situation sociale

Les résultats macroéconomiques favorables n'ont pas encore eu d'impacts significatifs sur les indicateurs socio-économiques. Un premier groupe de pays s'attelle à l'évaluation de leur DSRP à travers les rapports d'étape, alors qu'un deuxième groupe s'active soit à la rédaction d'une version intérimaire soit à la mise en œuvre. Le Cameroun et le Tchad ont entrepris le processus de révision de leur premier DSRP en vue de la production de DSRP de 2^{ème} génération qui couvrira la période 2008-2012 avec comme ambition de mieux faire correspondre les actions à leurs résultats en termes de réduction de la pauvreté. En plus des secteurs traditionnels comme l'éducation, la santé et les infrastructures, ces nouveaux DSRP mettent également l'accent sur l'emploi.

S'agissant de l'éducation, les actions en cours de réalisation ou retenues par les Etats membres concernent principalement l'amélioration de la couverture du système éducatif, la mise à jour de la carte scolaire, le soutien à l'éducation de base, la construction et l'équipement des salles de classe dans des établissements primaires et secondaires. En outre, des progrès sensibles ont été réalisés en ce qui concerne les taux de scolarisation bruts et la réduction des disparités entre garçons et filles; toutefois, les taux de redoublement et d'abandon scolaire demeurent élevés.

En matière de santé, les programmes spécifiques (paludisme, VIH/sida, médicaments et vaccination) ont été exécutés en parallèle avec un programme de sensibilisation. A cet égard, les actions ont visé à (i) réduire le prix des moustiquaires imprégnées; (ii) réduire le

coût de traitement du VIH/sida; (iii) soigner gratuitement la tuberculose; et (iv) intensifier les campagnes de vaccination.

En ce qui concerne l'emploi, la politique des Etats consiste à développer les secteurs à forte intensité de main d'œuvre tels que ceux du bois, de l'agriculture, du bâtiment et des travaux publics, de l'habitat, des mines et du tourisme.

Enfin, pour permettre de suivre la mise en œuvre des DSRP et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), beaucoup d'Etats membres (Cameroun, RCA, Gabon et Tchad) ont réalisé des enquêtes auprès des ménages : enquêtes sur les conditions de vie des ménages et enquêtes démographiques et de santé.

2.

3. ETAT DE LA CONVERGENCE DANS LA COMMUNAUTE

3.1 Critères de convergence

Les critères de convergence dans la CEMAC dont le non-respect entraîne des sanctions à l'encontre des Etats membres sont au nombre de quatre. Il s'agit :

- du solde budgétaire de base rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB) qui doit être positif ou nul ;
- du taux d'inflation annuel qui doit être inférieur à 3 % ;
- du taux d'endettement public (intérieur et extérieur) qui doit être inférieur ou égal à 70 % du PIB ;
- de la non-accumulation par l'Etat d'arriérés intérieurs et extérieurs sur la gestion courante.

Les programmes triennaux de convergence¹ glissant ne sont toujours pas disponibles au niveau de certains Etats membres, et ceci rend difficile l'exercice de la surveillance dans un cadre prospectif. Néanmoins, des dispositions pratiques sont en cours de mise en place pour le renforcement de certains Etats ayant des difficultés dans l'élaboration des programmes triennaux de convergence (PTC).

Sur la base des données disponibles au 30 septembre 2007 et selon une analyse en fonction des critères de convergence, la situation des finances publiques au niveau global de la Communauté se solderait par un excédent budgétaire de base projeté au 31 décembre 2007, de 10,5 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Dans les Etats pris individuellement, seul, un pays comme à l'accoutumée (République Centrafricaine) n'observerait pas ce critère, avec un résultat négatif (-6,1 % du PIB).

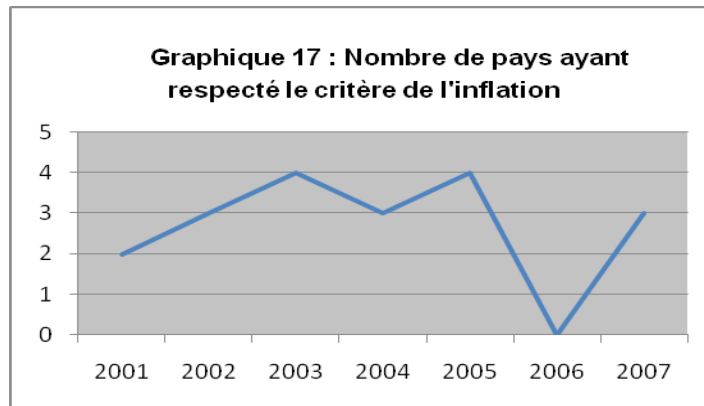
Toutefois, pour tenir compte de la volatilité des prix du pétrole sur les marchés internationaux, un solde budgétaire de base structurel, fondé sur le lissage sur les cinq dernières années² des recettes pétrolières réalisées par chaque Etat pétrolier a été déterminé afin de réduire l'impact des chocs conjoncturels sur les performances budgétaires des Etats de la CEMAC. Sur cette base, le classement par ce critère ne serait pas différent de celui ci-dessus, à la seule différence que les ratios sont relativement moins importants.

S'agissant du taux d'inflation, la Communauté respecterait ce critère dont le niveau atteindrait 2,9 % en 2007. Trois pays membres de la CEMAC l'observeraient: le Cameroun (1,5 %), le Centrafrique (3,0 %) et le Tchad (0,0 %).

Sur la période 2001-2007, la Guinée Equatoriale n'a pas respecté une seule fois le critère, le Tchad l'a respecté une fois, la RCA et le Congo l'ont observé trois fois, le Cameroun quatre fois, et seul le Gabon l'a respecté cinq fois.

¹ Le Cameroun et le Gabon ont finalisé leur programme triennal de convergence, celui du Congo est en cours.

² La méthode de lissage consiste à adopter comme recettes pétrolières de l'année, la moyenne des recettes pétrolières des cinq dernières années, lesquelles intègrent la moyenne sur cinq ans des prix du baril de pétrole brut, des quantités produites et des cours du dollar.



Selon les séries compilées par AFRISTAT, le critère d'inflation sous-jacente (mesuré par l'indice des prix hors produits alimentaires) dans les Etats membres de la CEMAC ne sera respecté que par le Gabon (1,3 %), la Guinée équatoriale (1,5 %) et le Tchad (1,8 %). Le taux d'inflation sous-jacente communautaire serait autour de 3,3 %³.

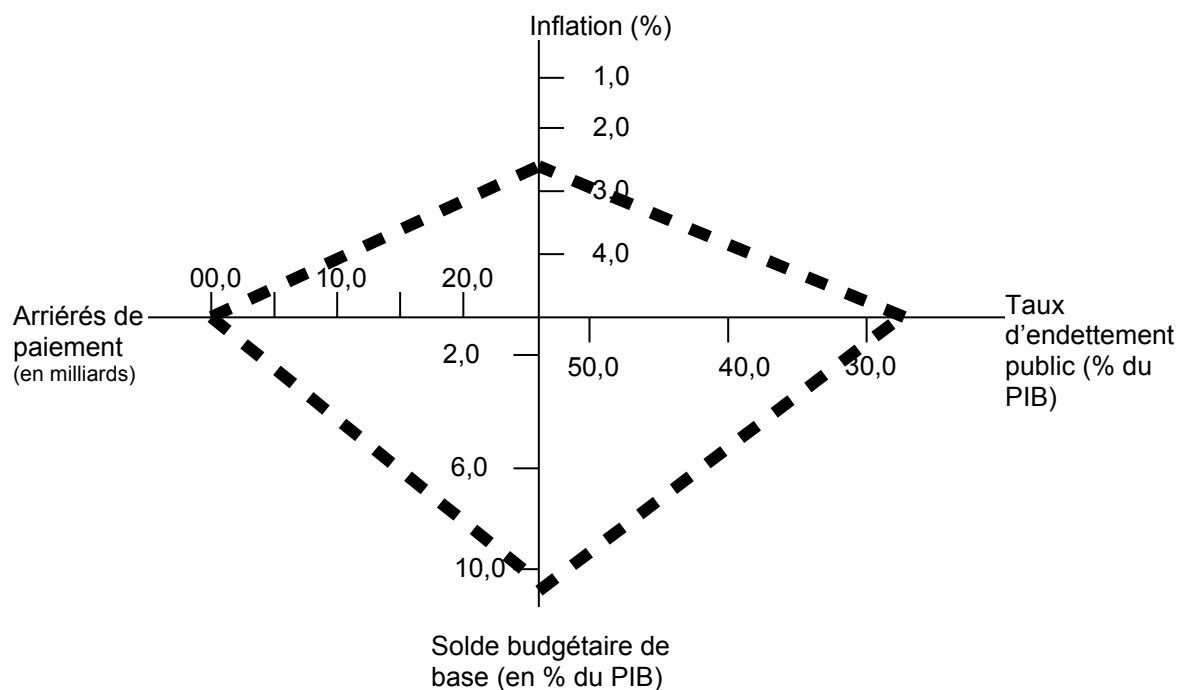
S'agissant du ratio de l'encours de la dette intérieure et extérieure rapporté au PIB nominal, seuls le Centrafrique et le Congo ne respecteraient pas ce critère avec un encours de la dette intérieure et extérieure représentant 94,2 % et 84,0% du PIB respectivement pour les deux Etats membres.

Enfin, pour le critère relatif à la non accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs sur la gestion courante, les perspectives pour 2007 laisseraient apparaître qu'aucun Etat membre n'accumulerait d'arriérés de paiements extérieurs. Quant à la situation des arriérés intérieurs des Etats, aucune évaluation n'a été faite jusqu'à présent.

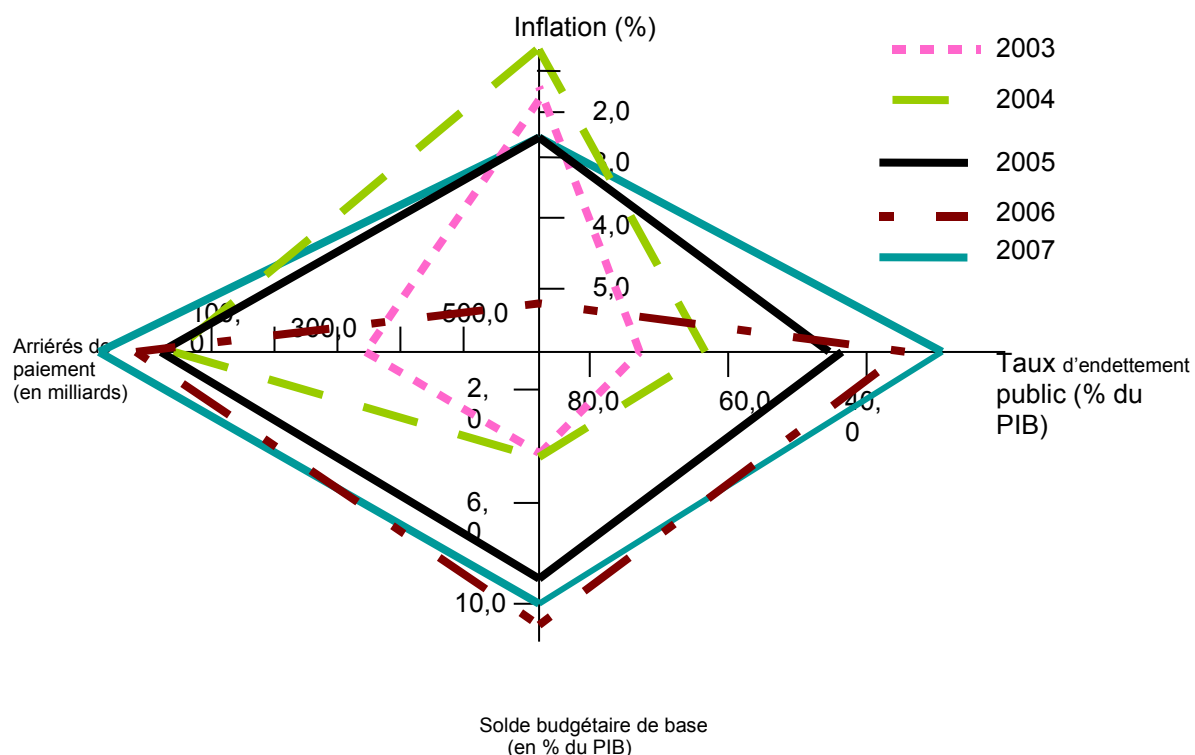
Selon une analyse en fonction des pays ayant respectés les critères en 2007, deux pays (le Cameroun et le Tchad) respecteraient les quatre critères. Le Gabon et la Guinée Equatoriale observeraient trois critères sur quatre; ils ne respecteraient pas le critère relatif au taux d'inflation. Le Centrafrique et le Congo respecteraient deux critères sur quatre : le critère relatif au taux d'endettement extérieur ne serait pas respecté par les deux pays. De plus, le critère relatif à l'inflation ne serait pas observé par le Congo alors que celui relatif au solde budgétaire de base ne serait pas observé par le Centrafrique. Les données agrégées disponibles en fin septembre 2007 font apparaître que la Communauté respecterait les quatre critères.

³ Les données disponibles à AFRISTAT concernant la Guinée Equatoriales s'arrêtent à août 2006. A fin août, cet indicateur s'était établi à 1,3 % pour ce pays.

Graphique 18 : Critères de Surveillance multilatérale en 2007



Graphique 19 : Evolution des critères de la Surveillance multilatérale 2003-2007



3.2 Indicateurs de surveillance multilatérale

En plus des quatre critères ci-dessus, la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur un ensemble d'indicateurs traités comme des repères indicatifs. Ceux-ci permettent de faire un diagnostic plus approfondi sur l'évolution économique et financière de la Communauté. Dans le cadre du présent rapport, cinq indicateurs (tableau 10 de l'annexe 6.3.) sont examinés, à savoir le taux de couverture extérieure de la monnaie, le solde

budgétaire primaire, le taux de pression fiscale, la variation comparée de la masse salariale et des recettes de l'Etat ainsi que le déficit du compte courant.

Le solde budgétaire primaire communautaire atteindrait 11,5 % du PIB en 2007 contre 12,7 % du PIB une année auparavant. Tous les Etats membres enregistreraient un excédent budgétaire en 2007.

Pour sa part, le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2007 atteindrait 94,8 % pour l'ensemble de la Zone, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %.

Quant au taux de pression fiscale non pétrolière, le niveau communautaire de 15,0 % du PIB est faible au regard des normes fixées au niveau de la sous-région. Cette faiblesse résulte des contre-performances de Centrafrique (8,2 %), du Tchad (8,5 %) et du Cameroun (13,4 %), imputable notamment aux difficultés de recouvrement et d'élargissement de l'assiette fiscale pour la plupart de ces pays.

S'agissant du critère relatif à la variation comparée de la masse salariale et des recettes budgétaires totales, la Communauté enregistrerait une évolution moins rapide des salaires versés par rapport aux recettes totales, en liaison avec l'amélioration des recettes publiques liée notamment à la bonne tenue de l'évolution des activités économiques en 2007.

Concernant le solde du compte courant, l'excédent communautaire réalisé en 2006 ferait place à un déficit en 2007 et représenterait 1,9 % du PIB en 2007, en liaison avec les déficits qu'accuseraient tous les Etats membres à l'exception du Gabon qui enregistrerait un excédent de 19,9 % du PIB en 2007.

Tableau 1 : Couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
CEMAC	0,8	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9
Cameroun	1,2	1,3	1,1	1,1	1,1	1,1
RCA	1,1	0,8	0,7	0,7	0,9	1,1
CONGO	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6
Gabon	0,6	0,9	0,9	0,7	1,0	0,8
G, Equatoriale	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
Tchad	1,0	1,1	1,2	0,8	0,8	0,7
Nombre de pays respectant le critère	3	2	2	1	2	2

Pour l'indicateur de couverture des dépenses courantes hors intérêts de la dette par les recettes fiscales non pétrolières (indicateur complémentaire), il se dégage qu'au Cameroun où le secteur non pétrolier est relativement important, les recettes fiscales non pétrolières couvrent bien les dépenses courantes hors intérêt, avec toutefois une dégradation de ce indicateur en fin de période. Le Gabon est resté stable et plus proche d'assurer la couverture de ses dépenses courantes par les recettes fiscales non pétrolières depuis 2003, la RCA fait des efforts plus ou moins soutenus, alors que la situation se dégrade au Tchad à partir de 2004. Le Congo et la Guinée Equatoriale ont encore un déficit relativement élevé. Au niveau agrégé, ce critère n'a pas été observé par la Communauté sur toute la période retenue à l'exception de l'année 2003.

Tableau 2: Evolution des critères de convergence 2003-2007

Libellés	2003	2004	2005	2006 Est	2007Pré
Taux d'inflation (en % ; critère : ≤ 3)					
CEMAC	1,3	0,6	2,9	5,3	2,9
Cameroun	0,6	0,3	1,9	5,1	1,5
République Centrafricaine	4,2	-2,1	2,9	6,6	3,0
Congo	-1,3	3,6	2,8	4,9	4,0
Gabon	2,3	0,4	-0,2	4,0	5,5
Guinée Equatoriale	7,3	4,2	5,0	5,0	4,0
Tchad	-1,8	-5,3	7,9	8,1	0,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	3	4	3
Solde budgétaire de base (en % du PIB ; critère : ≥ 0)					
CEMAC	4,4	4,8	8,7	11,1	10,5
Cameroun	3,9	2,5	3,8	5,4	3,6
République Centrafricaine	-3,4	-4,0	-4,5	-1,5	-6,1
Congo	1,0	5,0	17,6	18,1	17,4
Gabon	7,5	8,0	9,6	10,2	11,3
Guinée Equatoriale	13,0	11,6	21,2	26,2	23,9
Tchad	-1,7	2,1	0,2	3,9	4,2
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	5	5	5
Solde budgétaire de base structurel (en % du PIB ; critère : ≥ 0)					
CEMAC	3,2	3,9	3,8	5,3	6,7
Cameroun	4,4	2,8	2,9	3,0	2,3
République Centrafricaine	-3,4	-4,0	-4,5	-1,5	0,3
Congo	-0,1	1,4	2,1	-1,3	7,2
Gabon	8,7	9,3	5,0	4,9	8,3
Guinée Equatoriale	3,6	-1,2	2,8	3,1	6,1
Tchad				-3,3	-3,9
Nombre de pays ayant respecté le critère	3	4	5	5	5
Taux d'endettement public (en % du PIB ; critère : ≤ 70)					
CEMAC	76,9	63,5	48,0	32,9	28,9
Cameroun	59,1	54,1	48,3	21,3	19,9
République Centrafricaine	120,0	118,7	110,3	95,0	93,6
Congo	232,2	172,4	118,8	90,1	84,0
Gabon	61,4	52,3	39,4	31,9	25,4
Guinée Equatoriale	10,4	6,1	2,7	1,9	1,5
Tchad	49,0	49,0	28,8	27,7	27,2
Nombre de pays ayant respecté le critère	4	4	4	4	4
Arriérés (int. et ext.) gestion courante (en milliards ; critère : retard de paiement ≥ 120 jours)					
CEMAC	341,0	51,3	20,5	39,0	0,0
Cameroun	0,0	15,3	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	24,3	20,9	16,9	18,9	0,0
Congo	171,2	6,9	3,6	18,4	0,0
Gabon	143,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	1,8	8,1	0,0	1,8	0,0
Nombre de pays ayant respecté le critère	1	2	5	3	6

Source : BEAC et Administrations nationales

1. mesuré par l'indice des prix à la consommation, 2. recettes totales (hors dons) - dépenses totales + investissements financés sur ressources extérieures,
3. dette publique extérieure et intérieure à partir de 2002 pour tous les pays, sauf la Guinée Equatoriale

Tableau 3 : Evolution de quelques indicateurs de surveillance 2003-2007

Libellés	2003	2004	2005	2006 Est	2007
----------	------	------	------	----------	------

					Prév
Taux de couverture extérieure de la monnaie, en% (avoirs extérieurs sur engagements à vue ≥ 20)					
CEMAC	64,9	73,8	86,6	94,7	94,8
Cameroun	46,4	51,9	67,4	77,5	81,2
République Centrafricaine	95,8	85,6	80,8	74,6	75,3
Congo	16,4	29,3	71,7	87,9	90,1
Gabon	44,0	61,8	74,8	90,7	91,8
Guinée Equatoriale	100,0	100,2	100,2	100,2	100,7
Tchad	73,2	71,4	63,5	90,9	90,9
Solde budgétaire primaire positif (en % du PIB)					
CEMAC	7,1	7,3	10,5	12,7	11,5
Cameroun	6,4	4,5	5,2	6,3	4,1
République Centrafricaine	-2,2	-2,7	-3,4	-0,2	1,0
Congo	6,8	11,4	22,4	22,8	19,6
Gabon	11,6	12,0	12,4	12,5	13,3
Guinée Equatoriale	23,5	26,5	33,2	43,3	42,5
Tchad	-1,2	2,8	0,6	4,3	4,6
Taux de pression fiscale (en % du PIB)					
CEMAC	14,0	13,5	14,0	14,2	15,0
Cameroun	13,1	11,5	12,7	12,8	13,4
République Centrafricaine	6,7	7,0	6,9	7,8	8,2
Congo	17,3	18,3	17,9	18,3	18,5
Gabon	22,4	22,9	22,4	22,6	25,2
Guinée Equatoriale	21,2	21,9	19,3	20,2	20,5
Tchad	8,2	8,4	8,4	7,9	8,5
Variation masse salariale et recettes budgétaires (masse salariale/recettes budgétaires)					
CEMAC	1,4	0,3	0,0	0,1	2,3
Cameroun	4,0	-1,5	-0,4	0,1	4,1
République Centrafricaine	-0,1	1,5	0,1	-0,2	-0,3
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,2	0,0	0,0	0,2	0,6
Guinée Equatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,3	0,1	0,1	0,0	0,2
Solde extérieur courant de la BdP (en % du PIB)					
CEMAC	-9,0	-4,5	0,7	0,8	-1,9
Cameroun	-8,3	-6,6	-4,0	-2,1	-2,4
République Centrafricaine	-4,8	-6,7	-8,3	-8,0	-7,9
Congo	14,4	15,3	11,0	1,6	-20,8
Gabon	10,2	13,7	15,1	17,2	19,9
Guinée Equatoriale	-42,5	-26,8	-10,7	-2,3	-4,6
Tchad	-52,3	-27,3	-1,2	-10,4	-7,9
Service de la dette extérieure/Exportations (en %)					
CEMAC	15,0	12,2	9,0	21,0	5,3
Cameroun	28,1	23,8	18,9	100,8	5,1
République Centrafricaine	27,3	24,6	19,3	21,2	14,3
Congo	16,0	15,6	16,0	13,8	10,8
Gabon	16,5	17,8	10,8	10,1	9,4
Guinée Equatoriale	0,4	0,5	0,6	0,3	0,4
Tchad	3,7	1,7	1,1	1,5	1,9

Source : BEAC et Administrations nationales

Tableau 4 : Vue synoptique des résultats prévisionnels de la Surveillance Multilatérale dans la CEMAC au 31 décembre 2007

CRITERES DE CONVERGENCE	PAYS							Nombre de pays respectant le critère		
	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC	2007	2006	2005
Solde budgétaire de base sur PIB (norme : ≥ 0)	Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	5	5	5
Taux d'inflation annuel moyen (norme : $< 3\%$)	Respecté	Respecté	Non Respecté	Non Respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	4	4	4
Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme : $\leq 70\%$)	Respecté	Non respecté	Non respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	4	3	3
Arriérés gestion courante - intérieurs - extérieurs (norme : = 0)	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	Respecté	6		

Nombre de critères respectés par le pays	2007	4	2	2	3	3	4	4
	2006	3	0	1	3	3	2	2
	2005	4	1	2	4	3	2	3

4. ETAT DES RELATIONS DE LA CEMAC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

Les relations entre la CEMAC et la Communauté financière internationale peuvent s'apprécier d'une part au niveau des institutions communautaires et, d'autre part, au niveau des Etats membres.

La revue annuelle du FMI avec les institutions de la CEMAC s'est déroulée à Yaoundé du 30 avril au 7 mai 2007. Cette mission régionale complète les consultations annuelles au titre de l'article IV, conduites avec chaque pays membre de la CEMAC. Le rapport note une croissance toujours tirée par le secteur pétrolier, mais sensiblement plus modérée que l'année dernière et une reprise de l'inflation. Cependant, la mission note un ralentissement des progrès des pays membres en matière de convergence et par conséquent invite les Etats au maintien des efforts accrus tant sur le plan budgétaire que structurel et à la poursuite des réformes visant à renforcer la compétitivité de la zone. L'amélioration de la gestion budgétaire et du suivi des dépenses publiques est également fondamentale dans la perspective de la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté et des initiatives d'allègement de dette. Par ailleurs, le Directeur Général du FMI a inauguré le 18 janvier 2007 à Libreville, en présence de plusieurs Chefs d'Etat, le centre d'assistance technique pour l'Afrique Centrale (AFRITAC) couvrant les pays de la CEMAC, le Burundi et la RDC.

Du côté de l'Union Européenne, l'exécution du programme indicatif régional (PIR) adossé sur le 9^{ème} FED pour un montant de € 55 millions se déroule de manière satisfaisante. Parallèlement, la réflexion sur un programme régional appuyé par le 10^{ème} Fed (2008-2012) se poursuit semble freinée par la négociation des APE. Par ailleurs, il convient de souligner la poursuite de la contribution de l'UE par le biais du mécanisme « Peace Facility » au soutien de la Force CEMAC (€7,6 M. pour 2006/2007). Quant aux négociations des Accords de Partenariat Economique (APE) avec l'UE, des réunions de comité ministériel conjoint a eu lieu en juillet et octobre 2007 respectivement à Yaoundé et à Bruxelles. La signature d'un accord avant le 31 décembre 2007 apparaît incertain.

Au niveau des Etats, l'évaluation de l'exécution du programme du **Cameroun** fait ressortir que les réalisations du premier semestre 2007 ont été globalement cohérentes avec les objectifs fixés. Le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec la **République Centrafricaine en septembre 2007**. Au **Congo**, des discussions sont en cours pour rendre le programme actif. Pour le **Gabon**, le programme pluriannuel avec les Institutions de Bretton Woods a reçu l'approbation du FMI. En **Guinée Equatoriale**, la consultation au titre de l'article IV pour l'année 2007 a eu lieu en avril 2007. Enfin, pour le **Tchad**, une mission du Fonds au titre IV s'est déroulée en septembre 2007.

Par pays, la situation détaillée se présente comme suit :

a. Cameroun

Une mission conjointe des services du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de Développement a séjourné au Cameroun du 06 au 20 septembre 2007, et a mené avec la partie camerounaise les discussions au titre de la quatrième revue du programme économique et financier du Gouvernement appuyé par le FMI à travers le mécanisme de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). Les deux parties ont passé en revue l'exécution du programme au cours du premier semestre 2007 et ont défini les objectifs et politiques économique et financière pour la période juillet 2007-juin 2008.

Il ressort de l'évaluation de l'exécution du programme que les réalisations du premier semestre 2007 ont été globalement cohérentes avec les objectifs fixés.

Un critère de réalisation et deux repères structurels n'ont pas été réalisés. Il s'agit du critère relatif à l'achèvement des travaux préparatoires à la mise en place de la filiale financière de CAMPOST au plus tard le 30 juin 2007 (critère de réalisation), et des repères sur (i) la préparation d'une étude diagnostique sur le système des rémunérations dans la fonction publique et (ii) la mise en place

d'un fichier harmonisé pour la gestion des carrières et de la solde des agents publics, concomitamment à l'installation et à l'opérationnalisation de SIGIPES dans 14 sites à fin juin 2007 (repère).

Dans le domaine des cibles quantitatives, seul le repère portant sur le plancher des recettes non pétrolières n'a pas été réalisé. Ainsi, en ce qui concerne particulièrement la réforme des entreprises publiques, les deux parties ont constaté que les progrès dans ce domaine restent lents, compte tenu des problèmes auxquels sont confrontées ces entreprises et des enjeux sociaux sous-jacents. Les objectifs et politiques retenus pour la troisième année du programme restent inchangés.

Le programme sera soumis au Conseil d'Administration de la Banque Mondiale et du FMI en décembre 2007. Son approbation permettra au Cameroun de bénéficier des décaissements de l'ordre de 2,65 millions de DTS.

b. Centrafrique

Le 28 septembre 2007, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec la République Centrafricaine.

Les administrateurs ont félicité les autorités pour leurs récents efforts en vue de consolider la paix et la sécurité et de poursuivre la stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles. Malgré une situation difficile, les résultats obtenus dans le cadre du programme appuyé par la FRPC ont en général été satisfaisants. En outre, ils ont constaté avec satisfaction que la croissance du PIB réel a récemment atteint son taux le plus élevé en une décennie et que l'inflation a ralenti, ce qui est de bon augure pour la lutte contre la pauvreté. Les problèmes de coordination des bailleurs de fonds qui ont été à l'origine de retards de décaissements d'aide, sont en cours d'examen et les administrateurs ont salué le réengagement de la communauté internationale en RCA. De plus, les administrateurs ont estimé d'un commun accord que la République centrafricaine avait rempli les conditions requises pour atteindre le point de décision de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPT), devenant ainsi admissible à un allègement de dette au titre de cette initiative.

L'UE dans sa stratégie d'intervention à travers le Programme Indicatif National du 9^{ème} FED, a attribué à la RCA un appui financier de 106,5 millions d'euros, soit environ 70 milliards de FCFA qui s'est traduit par la signature de deux conventions de financement dont la première porte sur 55 millions d'Euro consacrée au programme global d'appui institutionnel et de désenclavement. La deuxième d'un montant de 13,6 millions d'Euro devrait permettre la réduction des arriérés tant intérieurs que des bailleurs multilatéraux. Du côté de la BAD, des efforts importants sont consentis dans les relations avec cette institution.

c. Congo

Une réunion du FMI a séjourné à Pointe-Noire et à Brazzaville du 10 au 19 septembre 2007 afin d'entreprendre une première évaluation des résultats enregistrés dans le cadre du programme de référence approuvé en juin 2007 dont la bonne exécution permettrait de reprendre des discussions sur un accord au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI.

Lors de ces entretiens, les autorités ont noté certaines évolutions économiques positives, en dépit des difficultés enregistrées. Le dynamisme de l'activité économique hors pétrole a globalement compensé le repli de la production pétrolière imputable à la maturation des gisements et à un accident survenu sur l'une des principales plateformes pétrolières en mai, de sorte que la croissance a dans l'ensemble stagné durant le premier semestre de 2007. La montée des cours internationaux du pétrole a plus que compensé le recul de la production, d'où un net excédent du compte des transactions courantes.

La mission a estimé que l'exécution du programme de référence a avancé dans certains domaines, mais des contre-performances ont aussi été enregistrées. S'agissant des progrès accomplis, les autorités ont publié une étude diagnostique sur la viabilité économique de la

CORAF et un audit des coûts pétroliers pour 2004 et 2005. Des décrets présidentiels ont été signés afin de mettre en place les comités nationaux prévus par l'Initiative pour la Transparence des industries extractives. Dans le même temps, toutefois, le programme de référence s'est écarté des objectifs fixés au premier semestre 2007 en raison principalement de dérapages budgétaires considérables. En outre, certaines réformes structurelles n'ont été mises en œuvre que partiellement ou ont été retardées. Par conséquent, la première évaluation du programme de référence n'a pas pu être achevée. Les discussions se sont poursuivies à l'occasion de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale au mois d'octobre 2007 à Washington.

d. Gabon

Les objectifs des Autorités gabonaises en ce qui concerne les relations avec les institutions financières internationales au cours du premier semestre 2007, ont consisté à créer un cadre macroéconomique stable à moyen terme permettant de réduire la dette, de promouvoir une croissance saine et de diversifier l'économie afin de lutter contre la pauvreté.

En vue de poursuivre les efforts déjà entrepris pour faire face à la baisse progressive de la production pétrolière, le Gouvernement a conclu un programme pluriannuel avec les Institutions de Bretton Woods, notamment le FMI, couvrant la période d'avril 2007 à mars 2010. Ce programme a pour objectif de préparer l'économie pour l'ère de l'après pétrole afin d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté.

Une première revue du programme s'est déroulée du 27 septembre au 09 octobre 2007 à Libreville. Cette revue qui s'est avérée concluante, a été l'occasion de passer en revue plusieurs questions arrêtées dans le cadre du programme et de réviser le cadrage macroéconomique au regard de la conjoncture internationale.

La mission a salué les efforts réalisés par le Gouvernement, notamment en matière de transparence et d'amélioration de la bonne gouvernance, dans la poursuite des réformes structurelles et la mise en œuvre des mesures sociales arrêtées dans le cadre du programme, afin de pallier les effets de hausse des prix de produits pétroliers.

Quant à la BM, sa stratégie d'assistance au Gabon (CAS) a été adoptée en mai 2005. Cette stratégie, qui couvre la période 2005-2008, est concentrée sur le renforcement de la gestion des ressources publiques (naturelles et financières) et l'amélioration du climat des investissements.

e. Guinée Equatoriale

Le Conseil d'Administration du FMI a examiné en mai 2006 le rapport relatif à une mission de consultation au titre de l'article IV de l'année 2006 effectuée en janvier 2006 à Malabo et Bata. Il convient de noter que ce pays à revenu intermédiaire connaît des problèmes de pauvreté. L'abondance des ressources pétrolières constitue une opportunité exceptionnelle pour progresser vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement à travers la rédaction d'une stratégie de réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités institutionnelles.

C'est dans ce sens que dans le domaine des statistiques, le Fonds et la Banque mondiale, secondés par AFRISTAT mettront à la disposition des autorités des experts pour la compilation des comptes nationaux et des prix, l'élaboration des statistiques sociales et l'appui à la rédaction d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

Sur le plan de l'intégration régionale, l'engagement des autorités et les efforts en vue d'atteindre les critères de convergence de la CEMAC sont encouragés et le soutien des initiatives communautaires dans le domaine du commerce, de la libéralisation des droits de douanes et de la supervision bancaire est vivement recommandé.

f. Tchad

La période sous-revue est marquée par deux missions : (i) une équipe du Fonds monétaire international a séjourné du 12 au 23 juin 2007 pour prendre part à une mission multi-bailleurs et

poursuivre les discussions sur la facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance. L'objectif principal de la mission a été de discuter d'un cadre budgétaire de moyen terme réaliste et entièrement financé et de proposer des mesures correctives nécessaires pour une concluante revue FRPC ; (ii) une mission de la Banque Africaine de Développement qui a participé aux travaux de la mission multi bailleurs a également pour objectif de faire le point sur le document stratégie pays et de superviser le Programme d'Appui aux Réformes en matière de Gouvernance (PARG I).

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En 2007, la situation économique mondiale se caractériserait par une augmentation de la croissance et une inflation modérée. Sur les marchés monétaires et financiers, les taux d'intérêt de long terme resteraient bas. Le dollar continuerait de se déprécier par rapport à l'euro.

L'environnement international favorable a eu des retombées positives sur l'activité économique de la Communauté, avec un taux de croissance estimé à 4,1 % en 2007 contre 3,1 % (niveau atteint en 2006), entraînant une variation du PIB réel par habitant de 1,5 %, pour un taux de croissance démographique de 2,6 % par an. Le taux d'inflation s'établirait à 2,9 % en 2007.

Cette croissance, pour appréciable qu'elle soit, est insuffisante pour la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement en général et la réduction de la pauvreté en particulier. A cet effet, les recommandations des grandes orientations de politiques économiques adoptées pour l'année 2007 constituent les actions de base.

Il s'agit, comme par le passé, de mettre l'accent sur les principaux axes stratégiques que sont la recherche d'une croissance économique saine et durable, l'amélioration des conditions de vie des populations à travers la redistribution des revenus, l'amélioration de la compétitivité et l'approfondissement de l'intégration sous-régionale. Il faut par ailleurs rappeler la nécessité de définir et de mettre en œuvre des programmes triennaux de convergence.

Il est possible d'accroître le potentiel de croissance de la région en adoptant des réformes structurelles permettant d'améliorer le climat des affaires et en canalisant la surliquidité, qui caractérise actuellement la région, vers des secteurs intégrateurs générateurs d'externalités positives (infrastructures de communication et de télécommunication, énergie...)

Les Etats membres restant fortement dépendants des recettes budgétaires d'origine pétrolière, pour limiter les risques d'instabilité liés aux chocs extérieurs, devraient œuvrer vers une transition fiscale en faveur de la fiscalité interne. Plus particulièrement, le Forum sur la diversification des économies des Etats membres de la CEMAC tenu à Libreville au mois d'octobre 2007 devrait être un point de départ pour des réflexions poussées de la sortie de cette dépendance pétrolière.

Une utilisation efficace des ressources suppose une amélioration de la gestion des affaires publiques, notamment en ce qui concerne les systèmes de gestion des finances publiques.

Les recommandations de politique par Etat se présentent comme suit :

Au Cameroun, l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE constitue une avancée mais surtout un défi pour les autorités qui doivent consolider la performance en matière de finances publiques et de réformes structurelles. Les axes d'actions prioritaires du gouvernement seront les suivants :

- poursuite de l'effort de recouvrement des recettes non pétrolières grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale et amélioration de la qualité des dépenses notamment d'investissements ;
- amélioration de gestion des entreprises publiques : assainissement des portes feuilles afin de limiter son poids;
- bonne gouvernance : mise en œuvre des mesures déjà identifiées et renforcement du climat des affaires.

En République centrafricaine, les principaux défis auxquels le pays doit faire face comprennent : la consolidation de la paix et de la sécurité, la réalisation d'une croissance forte et l'amélioration des conditions sociales. A cet effet, les autorités sont invitées à mettre en œuvre les actions suivantes :

- améliorer la gestion des ressources naturelles (forestières et minières en particulier) à travers l'application du renforcement des textes réglementaires ;
- améliorer la gestion des ressources publiques notamment par :
 - o l'élargissement de l'assiette fiscale ;
 - o l'adoption d'un plan pour le paiement des arriérés et éviter de nouvelles accumulations.

- actualiser le programme de réformes structurelles;
- rendre favorable l'environnement juridique, judiciaire et réglementaire dans le but d'améliorer le climat des affaires et la compétitivité de l'économie ;
- mise en place d'un cadre de consultation des bailleurs de fonds.

Au Congo, après l'atteinte du point de décision de l'initiative PPTTE en mars 2006, les autorités doivent prendre des dispositions pour une meilleure exécution de leur programme économique. A cet égard, il faut :

- mobiliser les ressources internes et les affecter de façon optimale vers les secteurs favorisant une croissance durable et génératrice d'emplois notamment l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière, les PME/PMI ;
- créer un environnement juridique, judiciaire et réglementaire favorable au secteur privé ;
- améliorer la compétitivité de l'économie ;
- attaquer les problèmes de gouvernance et de transparence financière.

Au Gabon, le programme économique triennal (2007-2010) appuyé par un accord de confirmation vise à :

- poursuivre la bonne gestion des finances publiques;
- progresser dans les réformes structurelles indispensables à une croissance tirée par le secteur privé et une diversification de l'économie.
- améliorer l'environnement des affaires et la bonne gouvernance.
- améliorer le climat des affaires et la compétitivité de l'économie.

En Guinée Equatoriale, la politique économique et financière du Gouvernement vise à:

- mise en œuvre du plan stratégique de développement du pays;
- poursuivre des efforts de transparence dans la gestion et l'utilisation des revenus pétroliers ;
- aligner les dépenses publiques à la capacité d'absorption de l'économie ;
- diversifier l'économie ;
- développer des infrastructures de base (routes, écoles, hôpitaux...) et la réduction de la pauvreté ;
- améliorer le climat des affaires et la compétitivité de l'économie.

Au Tchad, le gouvernement devra s'atteler à réviser son cadrage macroéconomique à moyen terme basé sur la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP). Il s'agit de mettre l'accent sur :

- privatiser les entreprises publiques ;
- renforcer le secteur financier et la micro finance ;
- améliorer le climat des affaires et la compétitivité de l'économie ;
- accélérer les réformes structurelles et la gouvernance.

-

ANNEXE 1 : SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES PAYS MEMBRES

1. CAMEROUN

La situation macroéconomique du Cameroun en 2007 se caractériserait par une croissance modérée relative en baisse par rapport au niveau atteint en 2006, un solde budgétaire global excédentaire, une détérioration du solde des transactions courantes hors dons, une consolidation de la situation monétaire et un relâchement des tensions inflationnistes.

1.1 Secteur réel

L'évolution des activités économiques se traduirait par un taux de croissance réel de 2,9 % en 2007 contre 3,2 % une année plus tôt, entraînant une progression du PIB réel par tête de 0,1 % pour un taux de croissance démographique de 2,8 %.

Du côté de l'offre, sous l'hypothèse de rendement décroissant des gisements actuels, le profil de la production annuelle de pétrole brut poursuivrait sa tendance baissière passant de 31,9 millions de barils en 2006 à 30,8 millions de barils en 2007. Ainsi, le secteur pétrolier obérerait la croissance économique à hauteur de 0,5 point. Quant au secteur non pétrolier, sa contribution à la croissance serait de l'ordre de 3,4 points. Cette tendance dans le secteur non pétrolier proviendrait d'une part, de la bonne tenue du secteur primaire essentiellement soutenu par l'évolution de l'agriculture vivrière et celle de la sylviculture avec des contributions respectives de 0,6 point et 0,1 point en 2007. Aussi, l'activité sylvicole profiterait de l'attribution des nouvelles Unités Forestières d'Aménagement au cours du second semestre 2006. Cependant, la production de banane accuserait une baisse de 33,3 % en 2007, liée aux incertitudes de l'impact de l'APE sur l'économie camerounaise. Pour le secteur secondaire, l'amélioration de l'offre d'énergie électrique suite à une excellente pluviométrie et à l'amélioration des infrastructures de transport concourent positivement à la performance de cette économie. De plus, les BTP bénéficieraient des investissements publics (C2D, PPTTE) en faveur de la construction des infrastructures de base. A cet effet, l'apport du secteur secondaire à la croissance économique se situerait à 0,6 point. Enfin, la stabilité des prix observée au premier semestre 2007 combinée au dynamisme du secteur des télécommunications (passage de la numérotation téléphonique de 7 à 8 chiffres) permettrait au secteur tertiaire de concourir à hauteur de 2,0 points à la croissance.

S'agissant de la demande, la demande intérieure brute, principal moteur de la croissance économique connaîtrait une contribution de 4,0 points, provenant des programmes et des actions de réhabilitation des voiries urbaines et de mise en place des infrastructures de base entraînant une mobilisation des investissements publics et privés. Le paiement régulier de la dette intérieure entamé depuis 2006 suite aux excédents des recettes pétrolières devrait se poursuivre en 2007 et améliorerait les consommations publique et privée. En revanche, le concours de la demande extérieure nette à la croissance serait négative (-1,1point), imputable à la forte poussée des importations des produits concernés par l'ordonnance du 28 septembre 2006 consacrant la baisse des droits de douane et l'exonération de la TVA sur le poisson congelé, le riz, le sel brut, la farine et les tourteaux de maïs.

1.2 Prix

L'année 2007 connaîtrait une bonne maîtrise des prix avec un taux d'inflation de 1,5 %, en liaison avec le bon approvisionnement des marchés et ce malgré la hausse des prix de carburant à la pompe.

1.3 Finances publiques

Le principal objectif de la politique budgétaire en 2007 était de renforcer celui de 2006 qui consistait à la consolidation de l'assainissement des finances publiques à travers une mobilisation vigoureuse des recettes non pétrolières et le maintien de la discipline budgétaire. Par ailleurs, la qualité des dépenses publiques devait être améliorée grâce au respect des priorités définies dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

En effet, les performances enregistrées au premier semestre 2007 laissent entrevoir que les recettes budgétaires totales de 2007 s'inscriraient en hausse de 3,0 %, pour atteindre 1 863,7 milliards (19,0 % du PIB) en 2007 contre 1 808,6 milliards (19,3 % du PIB) une année auparavant, due essentiellement à l'augmentation sensible des recettes non pétrolières (9,4 %), alors que les recettes pétrolières connaîtraient une baisse de l'ordre de 8,4 %. L'évolution des recettes pétrolières résulterait essentiellement de la diminution des quantités produites et exportées du pétrole brut. Quant aux recettes non pétrolières, des efforts de recouvrement des recettes (Division des Grandes Entreprises) seraient renforcés.

Pour leur part, les dépenses totales s'établiraient à 1 581,0 milliards (15,5 % du PIB) contre 1 368,8 milliards, soit 14,6 % du PIB en 2006. Cette progression des dépenses publiques se décomposerait en une augmentation de 44,4 % des dépenses en capital qui se situeraient à 392,0 milliards en 2007 contre 207,9 milliards en 2006 et, de 8,4 % des dépenses courantes.

L'excédent du solde primaire atteindrait 4,1 % du PIB en 2007 contre 6,3 % un an plus tôt et celui du solde budgétaire de base à 3,6 % du PIB contre 5,4 % en 2006.

Enfin, la gestion des finances publiques se solderait en 2007 par un excédent budgétaire, base engagements, hors dons, de 282,6 milliards (2,9 % du PIB) contre 439,8 milliards (4,7 % du PIB).

Compte tenu de l'apurement des arriérés intérieurs de 90,0 milliards, de l'amortissement de la dette extérieure de 85,0 milliards et du désengagement net de l'Etat vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 3359 milliards, le besoin de financement global de l'Etat s'établirait à 228,3 milliards. La mobilisation des financements extérieurs comprenant 133,9 milliards au titre des dons, 66,0 milliards de tirages et 28,4 milliards d'allègement de la dette extérieure financerait entièrement ce besoin.

1.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes (hors dons) se détériorerait en 2007, déficitaire de 194,3 milliards en 2006 (2,1 % du PIB), ce déficit passerait à 240,3 milliards une année plus tard (2,4 % du PIB).

En effet, l'excédent du commerce extérieur se réduirait pour se fixer à 237,3 milliards en 2007, sous l'impulsion de la détérioration des termes de l'échange qui feraient chuter des exportations tirées du pétrole brut, du coton, de l'uranium et des bananes pendant que les importations des biens augmenteraient de 7,8 % pour s'établir à 1775,9 milliards. Le déficit des services se creuserait pour atteindre 423,0 milliards en 2007. En revanche, le déficit de la balance des revenus s'améliorerait substantiellement pour revenir de 167,8 milliards en 2006 à 132,3 milliards en 2007. Il en serait de même du solde des transferts courants dont l'excédent augmenterait à 212,0 milliards contre 163,3 milliards, en liaison avec une forte augmentation des transferts publics. Quant à l'excédent du compte de capital et d'opération financière, il augmenterait pour se fixer à 387,2 milliards en 2007.

En définitive, l'excédent du solde global de la balance des paiements augmenterait à 281,2 milliards (3,0 % du PIB) contre 241,2 milliards en 2006 correspondant à 2,6 % du PIB.

Compte tenu de la reconstitution des réserves officielles à hauteur de 309,6 milliards, le besoin de financement extérieur s'élèverait à 28,4 milliards. Le réaménagement de la dette extérieure auprès du Club de Paris à concurrence de ce montant permettrait de le financer entièrement.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une baisse des ratios du service de la dette rapporté aux exportations et aux recettes budgétaires (100,8 % et 128,9 % en 2006 contre 5,1 % et 6,5 % en 2007 respectivement). Par ailleurs, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB se replierait de 11,0 % au 31 décembre 2006 à 10,4 % au 31 décembre 2007.

1.5 Situation monétaire

La situation monétaire du Cameroun en 2007 se caractériserait par un raffermissement de la position extérieure nette, un regain des crédits à l'économie et un recul des créances nettes sur l'Etat ainsi qu'une expansion de la masse monétaire. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie atteindrait 81,2 % contre 77,5 % en 2006.

En effet, les avoirs extérieurs nets s'établiraient à 1 333,2 milliards à fin décembre 2007 contre 1034,0 milliards à fin décembre 2006, suite au dynamisme des activités économiques au Cameroun.

Les crédits à l'économie progresseraient de 8,4 %, pour se fixer à 1 083,2 milliards en 2007, en liaison avec le dynamisme observé dans les activités non pétrolières.

Les créances nettes sur l'Etat diminueraient à la fin décembre 2007, en liaison avec les gains obtenus lors de l'atteinte du point d'achèvement qui impliquerait des allègements de la dette extérieure, et par conséquent, l'amélioration de la trésorerie de l'Etat.

En conséquence, la masse monétaire progresserait de 5,1 % en 2007, pour se situer à 1722,2 milliards contre 1 638,7 milliards en 2006.

1.6 Perspectives pour 2008

Les perspectives économiques pour 2008 s'annoncent très bonne, marquées par un taux de croissance réelle de 4,1 %, dans un contexte d'une maîtrise des tensions inflationnistes, car le taux d'inflation resterait bas dans l'ordre de 2,0 % en 2008.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, se contracterait à 2,8 % du PIB en 2008 contre 2,9 % du PIB en 2007.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit du compte courant, hors dons s'aggraverait de 4,7 % du PIB en 2008 contre 2,4 % du PIB une année plus tôt. Enfin, la situation monétaire se raffermirait. Le taux de couverture de la monnaie progresserait à 86,0 % contre 81,2 % en 2007.

1.7 Situation sociale

Les crédits alloués aux dépenses de pauvreté ont été portés à 836,0 milliards en 2007 contre 657,8 milliards en 2006, soit en augmentation de 27,0 %. La part des crédits alloués aux secteurs « plus proches de la pauvreté ⁴ » n'a pas cessé d'augmenter depuis 2005. En effet, elle est passée de 78,0 % en 2005 à 90,1 % en 2006 pour atteindre 95,2 % en 2007. De manière spécifique, la part des dépenses allouées aux infrastructures a également augmenté progressivement au cours des années sous revues. Elle s'est établie à 29,9 % en 2007, alors qu'elle a été de 19,4 % en 2005 et 21,7 % en 2006. Les parts allouées à l'enseignement, la formation et la recherche, la santé, les affaires sociales, la production et le commerce, de leur côté, se sont légèrement inscrites en baisse par rapport à leur niveau de 2006.

Cette répartition traduit la ferme volonté des autorités camerounaises à poursuivre l'amélioration des conditions de vie des populations, en s'attaquant résolument aux facteurs déterminants de la pauvreté tels que définis par les populations à la base lors des consultations participatives d'élaboration du DSRP de 2003. L'enclavement de certaines régions en matières de routes et de pistes rurales avait alors été évoqué par la majorité des populations comme l'une des causes majeures de la pauvreté.

S'agissant du secteur « santé », les autorités ont poursuivi la mise en oeuvre de leur stratégie à travers notamment la prévention des maladies évitables par la vaccination, la lutte contre les

⁴ Il s'agit de (1) l'enseignement, la formation et la recherche, (2) la santé, (3) les affaires sociales, (4) les infrastructures, (5) la production et le commerce.

grandes endémies telles que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose et, l'amélioration de l'offre de la santé.

Dans le secteur « éducation », les autorités ont adopté une stratégie sectorielle de l'éducation prenant en compte l'ensemble des niveaux d'enseignement à savoir : l'enseignement primaire et maternel, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Cette stratégie vise : (i) l'amélioration de l'offre et de l'accès de/à l'éducation, (ii) la gestion et la gouvernance du système éducatif, (iii) le partenariat.

2. CENTRAFRIQUE

Les perspectives macroéconomiques de la République Centrafricaine pour l'année 2007 se caractériseraient globalement par une croissance modérée, un relatif redressement de la situation monétaire, une stabilité du déficit courant, un atténuation des tensions inflationnistes et ce, malgré le redressement timide des finances publiques.

2.1 Secteur réel

En 2007, la croissance économique centrafricaine s'inscrirait en hausse, avec un taux attendu de 3,7 % contre 4,3 %, entraînant ainsi une progression du Produit Intérieur Brut réel (PIB) par habitant de 1,2 %, pour un taux de croissance démographique de 2,5 %. Cette situation économique profiterait de la relance des activités agricole et particulièrement industrielle, minière, sylvicole et commerciale. La contribution du sous-secteur des BTP ne serait pas à la hauteur des attentes des autorités nationales.

Du côté de l'offre, l'expansion économique proviendrait essentiellement de la relance de l'agriculture vivrière, de l'exploitation forestière et minière ainsi que des activités industrielle, commerciale et de service. En effet, la branche agricole contribuerait à hauteur de 0,7 point à la croissance, grâce à la reprise des cultures de rente en raison de l'effet d'entraînement des cours mondiaux de coton et du café et de l'impact du bon déroulement de la campagne agricole malgré les perturbations climatiques. Pour sa part, l'apport de la branche « sylviculture » à la croissance serait de l'ordre de 0,5 point, suite au démarrage de l'exploitation des permis attribués u cours du premier semestre 2007 et aux efforts entrepris dans le cadre de l'assainissement de cette branche. S'agissant du secteur secondaire, son concours à la croissance serait de l'ordre de 0,6 point, soutenue par la réhabilitation et l'exploitation effective des unités de production industrielle et commerciale. Cette branche profiterait également de la reprise de la consommation des ménages. Cependant, la contribution de la branche « BTP » serait négligeable, suite à l'attentisme des opérateurs économiques des résultats attendus par rapport à toutes les engagées dans ce secteur. Au niveau du secteur tertiaire, l'apport de la branche commerce, transports et télécommunications à la croissance se situerait à 0,5 point, en liaison avec l'installation d'un nouvel opérateur en téléphonie mobile, ainsi que la reprise des activités industrielle, minière et sylvicole. En revanche, les difficultés récurrentes de trésorerie de l'Etat font que le concours de l'Administration publique dans la croissance serait nul.

S'agissant de la demande, la consolidation de la reprise économique proviendrait de la demande intérieure impulsée par le dynamisme de la consommation privée avec une contribution de 4,8 points et de la timide reprise des investissements privés. En revanche, la demande extérieure nette obérerait la croissance à hauteur de 1,6 point, malgré la bonne tenue de certains principaux produits d'exportation de Centrafrique.

2.2 Prix

Selon les données disponibles à l'ICASEES au cours du premier semestre 2007, l'indice des prix à la consommation des ménages a progressé de 1,6 % en moyenne annuelle. Sur la base de cette tendance baissière, tout laisse à croire que les tensions inflationnistes s'atténueraient en 2007. A cet effet, l'évolution du niveau général des prix attendu serait de l'ordre de 3,0 % en moyenne annuelle. Cette évolution s'expliquerait notamment par l'offre massive de la production vivrière et le redressement du trafic fluvial.

2.3 Finances publiques

La Loi des Finances 2007, promulguée le 28 décembre 2006 avaient pris en compte les contre-performances réalisées par les régies financières centrafricaines en 2006.

Sur cette base, les recettes budgétaires totales en 2007 progresseraient de 16,3 % pour s'établir à 85,2 milliards par rapport aux réalisations de 2006 (+73,3 milliards). Celles-ci correspondraient à 9,8 % du PIB en 2007 contre 9,0 % du PIB en 2006. Cette évolution s'expliquerait principalement par la reprise de l'activité économique ainsi que par l'impact des réformes entreprises par le gouvernement pour diminuer l'incivisme fiscal et pour élargir l'assiette fiscale (guichet unique plan d'action de la Direction générale des douanes, recouvrement des arriérés fiscaux). A cet égard, les recettes fiscales s'établiraient à 71,2 milliards, en progression de 11,6 % par rapport aux réalisations de 2006.

De leur côté, les dépenses publiques s'inscriraient en baisse à 2,8 %, revenant de 114,0 milliards en 2006 à 110,8 milliards une année après, en rapport avec la diminution des dépenses courantes établies à 72,4 milliards en 2007 contre 76,9 milliards un an plus tôt. Les dépenses d'investissements, quant à elles, connaîtraient une augmentation de 3,5 % par rapport à 2006, pour se situer à 38,4 milliards contre 37,1 milliards en 2006.

Le solde primaire déficitaire de 0,2 % du PIB en 2006 deviendrait excédentaire de 1,0 % du PIB en 2007, alors que le déficit du solde budgétaire de base de -1,5 % du PIB en 2006 s'accélérait à 6,1 % du PIB en 2007.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2007 se solderait par un déficit budgétaire, base engagement, hors dons, de 25,6 milliards, en amélioration par rapport au niveau de 2006 (40,8 milliards), soit 2,9 % du PIB en 2007.

En y ajoutant l'amortissement prévu de la dette extérieure de 13,2 milliards et la réduction des arriérés de paiements de 33,7 milliards, le besoin de financement de l'Etat ressortirait à 72,5 milliards. La mobilisation des financements extérieurs et intérieurs de 66,8 milliards dont 49,1 milliards de dons, 17,1 milliards d'allègement de la dette extérieure et de 0,6 milliards de désengagement bancaire et non bancaire, ne suffirait pas à couvrir ce besoin. Par conséquent, les autorités du pays dégageraient un gap résiduel de 5,7 milliards dont le financement serait à rechercher.

2.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes hors dons, se détériorerait pour s'établir à 69,1 milliards en 2007 (+7,9 % du PIB) contre 65,6 milliards en 2006 (+8,0 % du PIB).

En effet, le déficit du commerce extérieur progresserait à 24,5 milliards contre 23,4 milliards en 2006, en liaison avec la progression de 9,4 % des exportations par rapport aux importations (+8,3 %) entre 2006 et 2007. L'évolution des exportations procède particulièrement de l'évolution des exportations des deux principaux produits d'exportation de la RCA (bois et diamants). Le déficit de la balance des services s'aggraverait, pour s'établir à 41,3 milliards en 2007 contre 36,0 milliards l'année précédente, en relation avec l'évolution des dépenses de transport et d'assurance de marchandises. S'agissant de la balance des revenus, le déficit en 2007 resterait légèrement faible par rapport à 2006 (5,0 milliards en 2007 contre 7,9 milliards). Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières se contracterait pour se fixer à 31,4 milliards contre 55,2 milliards en 2006.

Au total, le solde global de la balance des paiements excédentaire en 2006 deviendrait déficitaire de 0,8 milliards en 2007. En prenant en compte la reconstitution des réserves officielles de 6,5 milliards et la réduction des arriérés extérieurs de 15,5 milliards, le besoin de financement extérieur atteindrait 22,8 milliards et serait partiellement couvert par des allègements de dette de

17,1 milliards. Il se dégagerait alors un gap résiduel de 5,7 milliards dont le financement serait à rechercher.

S'agissant de la dette publique, l'amélioration relative des finances publiques se traduiraient par une légère amélioration du ratio service de la dette par rapport aux exportations de biens et services qui passerait de 21,2 % en 2006 à 14,3 % en 2007, ainsi que de celui du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires qui s'inscrirait à 20,0 % en 2007 contre 31,7 % un an auparavant. De plus, le ratio encours de la dette sur PIB s'améliorerait revenant de 77,0 % du PIB en 2006 à 71,0 % en 2007.

2.5 Situation monétaire

Les perspectives monétaires pour l'année 2007 se caractériseraient par un accroissement des avoirs extérieurs nets, un allègement des créances nettes sur l'Etat, une augmentation des crédits à l'économie et par conséquent une progression de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets progresseraient de 26,7 % pour s'établir à 54,5 milliards à fin décembre 2007 contre 43,0 milliards un an auparavant, suite à une reprise timide des activités économiques dans le secteur privé. Par ailleurs, le taux de couverture extérieure atteindrait 75,3 % en 2007 contre 74,6 % en 2006.

Quant aux crédits à l'économie, ils s'établiraient à 62,9 milliards à fin décembre 2007 contre 56,4 milliards à fin décembre 2006, soit une progression de 11,5 % par rapport à 2006. L'objectif de paiement régulier des salaires, la relance de la consommation intérieure et la reprise progressive des relations avec les institutions financières internationales contribueraient à restaurer un climat de confiance qui induirait un accroissement de la demande de crédit.

Par ailleurs, les créances nettes sur l'Etat se stabiliseraient à 79,4 milliards en décembre 2007 contre 79,3 milliards un an plus tôt, sous l'hypothèse d'un effort de l'Etat pour se désengager vis-à-vis de la BEAC.

En contrepartie à toutes ces évolutions, la masse monétaire s'accroîtrait de 10,4 %, s'établissant à 135,7 milliards contre 123,0 milliards en 2006.

2.6 Perspectives pour 2008

Les perspectives économiques pour 2008 seraient relativement favorables. Elles dépendraient de la consolidation de la stabilité sociopolitique, du retour effectif de la confiance des opérateurs économiques et du raffermissement de la reprise de la coopération internationale. Dans ce contexte, l'an 2008 se caractériserait par une croissance économique plus forte par rapport à celle de l'année précédente, avec une progression attendue du PIB réel de l'ordre de 5,6 % contre 3,7 % en 2007. Celle-ci proviendrait du côté de l'offre développement des activités dans tous les secteurs de l'économie. L'inflation serait stable autour de 3,0 % en moyenne annuelle.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, avoisinerait les 3,0 % du PIB.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors dons, resterait stable autour de 8,2 % du PIB en 2007.

Enfin, la situation monétaire serait marquée par une hausse des crédits à l'économie. Le taux de couverture extérieure de la monnaie atteindrait 77,7 % et la masse monétaire progresserait de 10,1 %.

2.7 Situation sociale

La situation sociale en Centrafrique reste marquée par les phénomènes socio-économiques suivants : le chômage massif de la population, la réduction de l'espérance de vie à la naissance, la dégradation de l'état de santé de la population, l'insécurité à l'intérieur du pays particulièrement le

nord du pays et le surendettement de l'Etat. Pour résoudre ces problèmes, le Gouvernement de la République Centrafricaine a pris l'engagement de faire de la lutte contre la pauvreté sa priorité. C'est dans ce cadre, que le Document Cadre de Politique Economique et Social (DCPES) a été élaboré. Il reprend les piliers du Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) en cours de finalisation et énonce les grands axes de l'action gouvernementale que sont : i) la consolidation de la Paix et de la Sécurité, ii) l'amélioration de la transparence et de la Bonne Gouvernance, iii) la stabilisation économique et accélération des réformes structurelles et, iv) la réhabilitation des Infrastructures de base et développement du capital humain. L'élaboration du DCPES a débouché sur le réengagement des Institutions Financières Internationales avec la conclusion d'un programme de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance, pour un montant de 36,2 millions de DTS, représentant 65,0 % de sa quote-part, le 22 décembre 2006.

3. CONGO

En 2007, la situation macroéconomique du Congo se caractériserait par un ralentissement de la croissance économique, une détérioration des finances publiques et des comptes extérieurs, un raffermissement de la situation monétaire et une légère hausse de l'indice des prix à la consommation.

3.1 Production

Dans ce contexte, la croissance économique congolaise s'inscrirait en baisse en liaison avec l'évolution de la production pétrolière malgré la consolidation des activités du secteur non pétrolier. En effet, le taux de croissance attendu en 2007 se situerait à - 0,8 % contre 6,1 % en 2006, entraînant une diminution du PIB réel par tête de 3,4 %.

Du côté de l'offre, dans le secteur primaire, les branches de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche contribueraient favorablement à la croissance (0,2 point), grâce notamment à la mise en œuvre du Programme National de Sécurité Alimentaire (PNSA), du Programme de développement et vulgarisation de la culture de Soja. L'apport de la sylviculture serait négligeable. Pour sa part, le secteur pétrolier contribuerait négativement à la croissance en liaison avec l'incendie qui s'est déclaré sur le site de NKOSSA au départ du flexible 14 pouces transportant l'huile de la plateforme NKF2 à la barge NKP. L'arrêt de la production du pôle Nkossa (Nkossa, Nkossa Sud, Nsoko et Tchibéli) intervenu du 10 mai au 31 juillet a causé un manque à produire de 61000 barils/jour (52000 barils/jour d'huile et 9000 barils/jour de GLP). Ainsi, la production attendue pour toute l'année 2007 avoisinerait 11,2 millions de tonnes contre 13,3 millions de tonnes en 2006. Dans ce cas, le concours du secteur pétrolier serait négatif et se situerait à 5,4 points en 2007. Au niveau du secteur secondaire, l'apport des industries manufacturières s'élèverait à 0,8 point de croissance en raison notamment du développement des infrastructures de transport (mise en concession progressive du CFCO, extension du réseau routier ...), de l'amélioration de la fourniture d'électricité, et de la poursuite de l'industrialisation de la filière bois. Les branches de l'énergie (Electricité, eau et gaz) et des BTP contribueraient de 0,2 point respectivement. Au niveau du secteur tertiaire, la branche transports et télécommunications contribuerait à hauteur de 1,0 point à la croissance, en liaison notamment avec la mise en concession attendue du CFCO et l'exploitation du trafic ferroviaire par le groupement Sud-africain Sheltam-Mvela, ainsi que l'accroissement des capacités opérationnelles du Port autonome de Pointe-Noire.

S'agissant de la demande, la croissance économique en 2007 proviendrait principalement du dynamisme de la demande intérieure, dont la contribution serait de 37,0 points et impulsée notamment par la vigueur de la consommation privée et des investissements publics et privés. A l'inverse, elle serait fortement entamée par une contraction, en termes réels, de la demande extérieure nette, qui enregistrerait une contribution négative de 37,8 points du fait d'une forte progression des importations de biens et services en volume.

3.2 Prix

Selon les données disponibles au CNSEE, les tensions inflationnistes seraient contenues avec un taux d'inflation s'élevant à environ 4,0 % en moyenne annuelle en 2007 contre 4,9 % en 2006 en

liaison notamment avec une amélioration de l'offre de produits vivriers et du développement des voies de communication.

3.3 Finances publiques

Le budget de l'année 2007 prévoit, entre autres, dans le cadre du programme de référence et de la continuité du programme soutenu par la FRPC, la poursuite des actions de lutte contre la pauvreté, le développement d'infrastructures de base pour désenclaver les différentes régions du pays, et la municipalisation accélérée. La politique ambitieuse du Gouvernement doit toutefois tenir compte des impératifs de stabilisation du cadre macroéconomique et d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques.

En effet, les recettes budgétaires s'établiraient à 1 644,4 milliards, en retrait de 8,2 % par rapport à 2006. Cette baisse découlerait du recul des recettes pétrolières (- 11,8 %), malgré l'augmentation des recettes non pétrolières (+ 12,5 %). L'évolution des recettes pétrolières découlerait d'une forte diminution de la production de l'ordre de 42,2 % malgré une forte hausse du prix de pétrole brut sur les marchés internationaux.

En matière de dépenses publiques, l'objectif de lutte contre la pauvreté va maintenir les infrastructures de base comme orientation privilégiée des investissements. Sous l'influence des services du FMI, les dépenses seront toutefois contenues, pour ne pas compromettre la stabilité macroéconomique. Ainsi, les dépenses budgétaires s'élèveraient à 1 059,6 milliards, en retrait de 4,3 % par rapport à l'année précédente. Elles seraient constituées de 659,6 milliards de dépenses courantes et de 400,0 milliards de dépenses d'investissement. La progression des dépenses d'investissement traduirait la volonté de l'Etat de profiter de la conjoncture du marché pétrolier pour accélérer la réalisation des investissements publics concourant à l'amélioration du cadre de vie des populations, à la réhabilitation et à la construction des infrastructures de base, à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de l'emploi.

L'excédent primaire se situerait à 723,1 milliards (+19,6 % du PIB) en 2007, en baisse par rapport au niveau atteint en 2006 qui a été de 871,0 milliards (soit 22,8 % du PIB). Il en serait de même de l'excédent budgétaire de base qui représenterait 17,4 % du PIB en 2007 contre 18,1 % en 2006.

En définitive, la gestion des finances publiques se solderait par un excédent global, base engagements, hors dons, de 584,8 milliards (15,9 % du PIB) en 2007 contre 685,1 milliards (18,0 % du PIB) en 2006.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure de 252,5 milliards, le paiement de 101,0 milliards des arriérés intérieurs et extérieurs, la reconstitution de la position vis-à-vis du système bancaire à hauteur de 262,6 milliards et le désengagement vis-à-vis du secteur non bancaire de 102,9 milliards, le besoin de financement de l'Etat s'établirait à 134,1 milliards. Il serait couvert par de dons de 25,0 milliards, de tirages de 30,8 milliards et d'allègements de dette extérieure à hauteur de 78,3 milliards.

3.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes hors dons excédentaires en 2006 deviendrait fortement déficitaire en 2007, pour atteindre 765,4 milliards (-20,8 % du PIB) contre 62,7 milliards (1,6 % du PIB) en 2006.

Cette contre-performance découlerait notamment de la baisse importante de l'excédent commercial qui reviendrait de 2 126,7 milliards en 2006 à 1 547,6 milliards en 2007, en liaison avec l'évolution des quantités exportées malgré la bonne tenue des cours mondiaux du pétrole sur les marchés internationaux.

Le déficit de la balance des services se détériorerait davantage en 2007, s'inscrivant à 1 494,8 milliards, contre 1 128,1 milliards l'année précédente, en liaison avec les difficultés rencontrées dans les activités pétrolières et ses dérivés. Pour sa part, le déficit des revenus reculerait de 19,4

% pour s'établir à 793,1 milliards contre 915,7 milliards en 2007, en liaison avec une légère baisse des revenus sur investissements directs. De son côté, le solde des transferts courants demeurerait déficitaire à 18,1 milliards contre 13,4 milliards l'année précédente.

L'excédent du compte de capital et des opérations financières s'améliorerait fortement, passant de 221,5 milliards en 2006 à 1092,5 milliards un an plus tard, du fait essentiellement de la progression des investissements directs dans le secteur pétrolier.

En définitive, l'excédent global de la balance des paiements s'inscrirait en hausse en 2007 (334,2 milliards) par rapport à l'année précédente (368,5 milliards). Cet excédent se traduirait par une reconstitution des réserves officielles pour un montant de 405,5 milliards et un paiement des arriérés extérieurs de 6,0 milliards compte tenu des allègements de la dette extérieure prévus pour 78,3 milliards.

Concernant la dette publique, les évolutions des comptes extérieurs et budgétaires se traduiraient par une baisse du ratio du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires à 19,4 % en 2007 contre 25,2 % un an plus tôt et par un recul du ratio du service de la dette par rapport aux exportations à 10,8 % contre 13,8 % en 2006. De même, le ratio du stock de la dette par rapport au PIB s'élèverait à 84,0 % contre 85,6 % l'année précédente.

3.5 Situation monétaire

A fin décembre 2007, la situation monétaire se caractériserait par une progression des avoirs extérieurs nets, une augmentation des crédits à l'économie et une hausse de la masse monétaire.

En effet, les avoirs extérieurs nets se situeraient à 1 417,8 milliards au 31 décembre 2007 contre 1 042,6 milliards un an auparavant, en liaison principalement avec une consolidation des avoirs en Compte d'Opérations, qui profiteraient encore de la montée des cours du baril de pétrole brut sur les marchés internationaux. Par conséquent, le taux de couverture extérieure de la monnaie se renforcerait à 99,1 % en décembre 2007 contre 87,9 % l'année précédente.

Les crédits à l'économie s'inscriraient en hausse de 20,8 %, pour se fixer à 116,6 milliards en 2007 contre 96,5 milliards un an plus tôt.

Les créances nettes sur l'Etat se replieraient considérablement (-55,5 %).

En conséquence à toutes ces évolutions, la masse monétaire croîtrait de 16,7 %, pour s'établir à 739,4 milliards à fin décembre 2007 contre 633,7 milliards à fin décembre 2006.

3.6 Perspectives pour 2008

Selon les projections disponibles, l'année 2008 se caractériserait par une croissance économique forte, avec un taux de l'ordre de 2,7 % contre -0,8 % en 2007. L'inflation se réduirait à 3,0 %. Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagements, hors dons, progresserait de 15,9 % du PIB en 2007 à 28,9 % du PIB en 2008.

S'agissant des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors dons, s'établirait à 12,1 % du PIB en 2008 contre 26,6 % du PIB une année auparavant.

Enfin, la situation monétaire se consoliderait avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et des crédits à l'économie couplée d'une diminution des créances nettes sur l'Etat. Le taux de couverture extérieure de la monnaie serait de 93,1 % et la masse monétaire progresserait de 3,4 %.

3.6 Situation sociale

La situation sociale au Congo reste marquée par les phénomènes socio-économiques suivants : le chômage massif de la population, la paupérisation, la réduction de l'espérance de vie à la naissance, la dégradation de l'état de santé de la population, l'insécurité alimentaire et le

surendettement de l'Etat. Pour résoudre ces problèmes, le Gouvernement de la République du Congo, s'inspirant de la vision et des grandes orientations de la Nouvelle Espérance, a pris l'engagement de faire de la lutte contre la pauvreté sa priorité. Les objectifs qu'il s'est fixé cadrent avec ceux du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), l'esprit de l'initiative PPTTE pour la réduction de la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La volonté du gouvernement répond à une double exigence : favoriser une croissance génératrice d'emploi et de revenus pour la plus grande nombre de personnes d'une part, et mettre en œuvre progressivement l'initiative 20/20 pour augmenter de façon substantielle les ressources dans les secteurs sociaux et soutenir les programmes de réduction de la pauvreté d'autre part. C'est dans ce cadre, que le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) a été élaboré.

Le DSRP constitue le cadre unique de référence et de coordination de toutes les interventions en matière de développement. Il contribue au renforcement des actions engagées par Gouvernement et les autres acteurs du développement. Les résultats attendus sont : l'amélioration des conditions de vie des populations, particulièrement des plus pauvres, par la satisfaction des besoins fondamentaux, un revenu stable, une alimentation saine et suffisante, l'accès à l'eau potable, aux soins de santé de qualité, à l'éducation, à un habitat décent, à une épargne et au mérite de la considération des autres.

Ainsi, la stratégie du Gouvernement en matière de promotion du développement durable et d'amélioration des conditions de vie des populations s'articule autour de cinq (5) axes : (i) consolidation de la paix et promotion de la bonne gouvernance ; (ii) consolidation du cadre macroéconomique et relance des secteurs clefs ; (iii) accès aux services sociaux de base et à la protection sociale ; (iv) développement des infrastructures ; (v) renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA.

4. GABON

En 2007, la situation économique gabonaise se caractériserait par la mise en œuvre des premières actions initiées dans le cadre du DSCR. A cet effet, tout en maintenant les efforts entrepris au cours des dernières années en matière de gestion budgétaire et de réformes structurelles, le Gouvernement s'engage résolument dans la promotion d'une croissance durable et saine, le développement des infrastructures de base et la recherche des voies et moyens susceptibles d'améliorer les conditions de vie des couches les plus défavorisées. Cet environnement économique serait marqué par une consolidation de la croissance, une amélioration des finances publiques, une bonne tenue des comptes extérieurs, une consolidation de la monnaie, dans un contexte de maintien de tension inflationniste.

4.1 Secteur réel

Les activités économiques au Gabon enregistreraient 5,5 % de croissance économique dont 4,6 % de secteur pétrolier et 5,8 % de secteur non pétrolier. Cette croissance serait supérieure à la réalisation de 2006 où elle était de 1,2 %. Cette hausse des activités économiques serait imputable aussi bien au dynamisme du secteur non pétrolier qu'au relèvement des activités dans le secteur pétrolier.

Du côté de l'offre, la relance du secteur agricole et la restructuration de la filière café-cacao initiées avec l'assistance des organisations internationales de cacao et de café profiteraient au secteur primaire qui atteindrait 1,5 point de contribution à la croissance économique. De plus, cette politique de dynamisation devrait s'accompagner d'un volet « encadrement institutionnel et technique » du développement rural. L'amélioration de la gestion des forêts, de l'industrialisation de la filière bois et de l'implication des nationaux ainsi de la promotion de l'entrepreneuriat national dans les activités de la filière de bois seraient des atouts qui renforceraient la croissance économique. Le concours du secteur secondaire serait de 1,0 point impulsé par les industries manufacturières (+0,7 point) appuyé par la récente entrée en activité de la nouvelle usine de transformation du poisson (SIFRIGAB). Enfin, le secteur tertiaire, serait le principal moteur de la croissance avec un apport de 2,8 points.

S'agissant de la demande, la demande intérieure contribuerait à hauteur de 7,7 points à la croissance, sous l'effet conjugué de la consommation privée (+5,2 points) et des investissements privés non pétroliers (+1,3 point). En revanche, la demande extérieure nette affecterait négativement la croissance de 2,2 points, en raison d'une hausse des exportations moins que proportionnelle à celle des importations de biens et services.

4.2 Prix

L'évolution du niveau général des prix à la consommation des ménages en 2007, comme en 2006 se caractériserait par une poussée des tensions inflationnistes alors que l'année 2005 avait connu une déflation. En effet, l'indice des prix à la consommation en 2007 augmenterait de 5,5 % en moyenne annuelle, du fait essentiellement des effets de diffusion de la hausse de la masse salariale et de l'augmentation des prix des produits pétroliers.

4.3 Finances publiques

Les Autorités nationales entendent poursuivre leurs efforts pour faire face au recul prévisible de la production pétrolière. A cet effet, elles s'emploieraient à limiter le besoin de financement et réduire sensiblement le déficit public hors pétrole. Ces objectifs devraient être atteints grâce au renforcement de la gestion des finances publiques, à une politique budgétaire viable et à une stratégie efficace de gestion de la dette.

Dans ce contexte, les recettes budgétaires totales s'élèveraient à 1 637,4 milliards (30,6 % du PIB) en 2007, en augmentation de 3,5 % par rapport aux réalisations de 2006, qui étaient de 1 581,9 milliards (31,7 % du PIB). Ces recettes se décomposeraient en 985,9 milliards de recettes pétrolières et 651,5 milliards de recettes non pétrolières. La baisse des recettes pétrolières de 2,7 % serait largement imputable à la baisse des subventions implicites à la SOGARA dont le montant passerait de plus de 100 milliards en 2006 à près de 45 milliards en 2007. Cette tendance à la baisse serait atténuée par la bonne tenue du cours de baril de pétrole brut sur le marché international et l'augmentation sensible de la production du brut au Gabon qui atteindrait 12,5 millions de tonnes en 2007 contre 11,9 millions de tonnes en 2006. En revanche, les recettes non pétrolières s'inscriraient en hausse de 14,5 %, en liaison avec l'évolution des impôts directs et des recettes douanières. Le recouvrement des recettes non pétrolières bénéficierait également de l'opérationnalisation du fonctionnement de la Direction des grandes entreprises (DGE), créée en septembre 2004.

Les dépenses budgétaires totales, quant à elles, connaîtraient une baisse de 4,3 %, avec une contraction très forte des dépenses courantes et dans une moindre mesure une diminution de 0,5 % des dépenses en capital due principalement à une faible mobilisation des financements extérieurs. Elles s'établiraient à 1 074,0 milliards en 2007 contre 1 122,2 milliards en 2006.

L'excédent du solde primaire en 2007 atteindrait 13,3 % du PIB en 2007 contre 12,5 % du PIB en 2006 et celui du solde budgétaire de base, 11,3 % du PIB contre 10,2 % en 2006.

En définitive, la gestion des finances publiques en 2007 se solderait par un excédent, base ordonnancements, hors dons, de 563,4 milliards (10,5 % du PIB), en hausse par rapport au niveau de 459,7 milliards (9,2 % du PIB) enregistré en 2006.

En prenant en compte l'amortissement de la dette extérieure de 240,1 milliards, l'apurement des arriérés intérieurs de 21,0 milliards ainsi que le désengagement de l'Etat vis-à-vis des systèmes bancaire de 137,8 milliards de FCFA et non bancaire à hauteur de 207,1 milliards, le besoin de financement global de l'Etat s'établirait à 42,6 milliards de FCFA. Ce besoin de financement serait entièrement couvert par la mobilisation des financements extérieurs à travers les tirages de 42,6 milliards.

4.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons, se renforcerait pour se fixer à 1065,7 milliards en 2007 (19,9 % du PIB) contre 857,1 représentant

17,2 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait par la bonne tenue du commerce extérieur, et le repli du déficit de la balance des revenus. Enfin, la balance des transferts courants enregistrerait un déficit de 111,8 milliards.

Le déficit du compte de capital et d'opérations financières s'aggraverait, pour s'établir à 861,3 milliards en 2007 contre 506,8 milliards une année auparavant.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements s'établirait à 170,1 milliards contre 193,0 milliards en 2007, et servirait à la reconstitution des réserves officielles à hauteur de ce montant.

En ce qui concerne la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une amélioration du ratio du service de la dette rapporté aux exportations à 9,4 % contre 10,1 % en 2006 alors que le même ratio sur les recettes budgétaires stagnerait autour de 20 % du PIB. De même, le ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB reviendrait à 23,9 % en 2007, alors qu'il était à 29,5 % une année plus tôt.

4.5 Situation monétaire

L'évolution de la situation monétaire entre décembre 2006 et décembre 2007 se traduirait par une consolidation des avoirs extérieurs nets, s'établissant à 883,8 milliards contre 709,3 milliards à fin 2006; une progression de 14,3 % des crédits à l'économie suite à l'embellie du secteur non pétrolier qui constituerait une source de diversification de l'économie gabonaise. En revanche, la position créditrice nette de l'Etat se renforcerait de 150,4 %, en liaison avec l'amélioration des finances publiques. En conséquence, la masse monétaire s'accroîtrait de 10,9 %, se fixant à 1085,4 milliards à fin 2007 contre 978,6 milliards un an plus tôt. Par ailleurs, le taux de couverture extérieure de la monnaie s'établirait à 91,8 % à fin 2007 contre 90,7 % en 2006.

4.6 Perspectives économiques pour 2008

Les perspectives économiques du Gabon pour 2008 sont favorables, caractérisées par un taux de croissance de 4,6 % contre 5,5 % en 2007, en portant l'accent sur la diversification de l'économie et particulièrement le renforcement du secteur non pétrolier. Dans ce contexte, l'effort serait déployé pour maintenir le taux d'inflation à 3,0 % en 2008.

S'agissant des finances publiques, le solde budgétaire, base ordonnancements, hors dons, demeurerait positif à 12,4 % du PIB.

Sur le plan des échanges extérieurs, l'excédent du solde des transactions courantes, hors dons se situerait à 26,5 % du PIB en 2008 contre 19,9 % un an plus tôt.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (80,1 %) et des crédits à l'économie (15,9 %). La masse monétaire croîtrait de 26,5 % et le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 97,8 %.

4.7 Situation sociale

En 2007, des mesures compensatoires pour alléger l'impact de la réduction des subventions aux prix des produits pétroliers sur les couches les plus pauvres de la population ont été identifiées et certaines déjà mises en œuvre. C'est ainsi que le Gouvernement a décidé d'appliquer les mesures suivantes :

- la fourniture gratuite d'eau aux ménages dont la facture mensuelle est inférieure à 2 288 francs CFA (seuil du tarif social, 15m3/mois);
- la fourniture gratuite d'électricité aux ménages dont la facture est inférieure à 13 625 francs CFA (seuil du tarif social, 240 kWh/mois);
- la gratuité des frais et des manuels scolaires; des prestations aux citoyens économiquement faibles et aux filles-mères;
- une dotation additionnelle pour l'achat d'antirétroviraux pour la lutte contre le sida;
- un appui aux micro-crédits ;

- et une dotation mise à la disposition de la Banque gabonaise de l'habitat afin de bonifier les taux d'intérêts sur les emprunts octroyés.

En outre, le Gouvernement a décidé d'effectuer un nouveau recensement des ménages les plus pauvres sur l'ensemble du territoire national pour procéder ensuite à une revalorisation de leurs prestations. Sur la base du DSCR, il envisage d'augmenter les dépenses d'investissement à caractère social, notamment dans le domaine de la santé, dans le domaine énergétique avec l'électrification rurale, et avec l'apport en eau potable.

Par ailleurs, le Gouvernement a décidé de restructurer la SOGATRA pour lui permettre d'améliorer la desserte dans Libreville. Le coût total de ces mesures sociales est estimé à 19,3 milliards de francs CFA en 2007.

5. GUINEE EQUATORIALE

Les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale en 2007 se caractérisent par une forte progression de la croissance économique, une situation budgétaire relativement saine, un renforcement de la monnaie commune, une relative stabilité des tensions inflationnistes et une amélioration du compte courant.

5.1 Secteur réel

En 2007, après deux années successives de ralentissement économique, la Guinée Equatoriale enregistrerait une croissance économique réelle soutenue, sous l'impulsion des activités de production de gaz et le dynamisme des travaux de construction des infrastructures publiques. En effet, le taux de croissance en termes réels se situerait à 21,7 % (contre 5,3 % en 2006) reparti en PIB pétrolier (+23,7 %) et en PIB non pétrolier (+16,0 %). Ainsi, le PIB réel par habitant augmenterait de 17,1 % pour un taux de croissance démographique de 4,6 %.

Du côté de l'offre, la croissance économique découlerait essentiellement de l'expansion des activités dérivées du secteur pétrolier tels que la production du méthanol et des autres gaz appuyées dans une moindre mesure par la production pétrolière car elle ne progresserait que de 4,1 % pour atteindre 17,8 millions de tonnes en 2007. L'économie bénéficierait également de la poursuite des grands travaux de l'Etat avec un apport de 2,9 points à la croissance économique. En effet, le secteur pétrolier au sens large participerait à hauteur de 17,5 % à la croissance réelle avec une contribution de 15,3 points de méthanol et autres gaz alors que l'apport du pétrole brut ne serait que 2,3 points. Le concours de la sous-branche « agriculture de subsistance » du primaire resterait favorable (0,1 point), grâce aux différentes tentatives de programmes de développement du monde rural mises en œuvre par les Autorités. La contribution des cultures de rente et de la sylviculture serait négligeable. Le secteur tertiaire contribuerait positivement à la croissance à hauteur de 0,8 point, en liaison avec la reprise timide des activités économiques non pétrolières. Cette configuration montre la forte concentration de la structure productive de l'économie au profit du secteur des hydrocarbures.

S'agissant de la demande, la consolidation de la croissance économique s'expliquerait principalement par une bonne tenue de la demande intérieure qui contribuerait à hauteur de 34,2 points, soutenue par une progression des investissements bruts dont la participation à la croissance serait de 25,2 points, conséquence de l'augmentation des dotations budgétaires allouées aux dépenses en capital. A l'inverse, elle serait affectée par une contraction, en termes réels, de la demande extérieure nette, qui enregistrerait une contribution négative de 12,5 points du fait de la hausse des importations de biens et services en volume.

5.2 Prix

Les statistiques disponibles à la Direction Générale des Statistiques sur le niveau général des prix à fin juin 2007 laissent entrevoir une persistance des tensions inflationnistes d'ici la fin de l'année 2007. En effet, les prévisions tablent sur une évolution à la baisse de l'inflation qui se situerait à 4,0 % à fin 2007. Cette évolution s'expliquerait notamment par la fermeté de la consommation des

ménages, soutenue entre autres par l'expansion des activités des secteurs à haute intensité de main d'œuvre comme les bâtiments et travaux publics. De plus, cette tendance à la baisse profiterait également de la baisse relative des coûts des communications téléphoniques et du maintien des subventions des prix à la pompe des hydrocarbures par l'Etat.

5.3 Finances publiques

En 2007, les efforts entamés par les autorités de la Guinée Equatoriale se poursuivraient dans le domaine de consolidation des finances publiques, de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la transparence dans la gestion des ressources pétrolières dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (EITI).

En effet, les estimations de recettes budgétaires pour l'année 2007 s'inscriraient en hausse de 6,1 %, pour s'établir à 2 438,5 milliards (+46,3 % du PIB) contre 2 123,9 milliards réalisés en 2006 (+47,6 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait principalement par la progression des recettes pétrolières qui s'établiraient à 2 268,1 milliards en 2007 contre 1 982,9 milliards un an auparavant, en relation particulièrement avec la hausse des produits pétroliers notamment le méthanol et le LPG conjuguée à des cours mondiaux demeurés très élevés ainsi qu'un dollar américain stable. Le concours des recettes non pétrolières, quant à elles, atteindraient 170,4 milliards en 2007 contre 141,0 milliards en 2006 (3,2 % du PIB en 2007 comme en 2006), expliquée par le niveau d'activité non pétrolière encore embryonnaire dans le pays.

Pour leur part, les dépenses budgétaires totales atteindraient 1 188,4 milliards contre 956,4 milliards l'année précédente, en progression de 24,3 % par rapport à la réalisation de 2006. Cette évolution résulterait d'un accroissement des dépenses courantes de 5,7 %, pour se situer à 209,0 milliards en 2007 contre 197,6 milliards une année plus tôt. Quant aux dépenses d'investissements publics, presque entièrement financées sur ressources propres (99,6 %), elles s'établiraient à 979,4 milliards, en augmentation de 29,1 % comparativement à celles engagées en 2006. Ce résultat traduirait les efforts du Gouvernement dans sa politique d'engagement des ressources nécessaires à la mise en place des infrastructures de base.

L'excédent du solde primaire se contracterait légèrement pour atteindre 24,0 % du PIB en 2007 contre 26,3 % du PIB en 2006 ainsi que celui du solde budgétaire de base, à 23,9 % du PIB contre 26,2 % du PIB en 2006.

En définitive, la gestion budgétaire de l'Etat en 2007 se solderait par un excédent, base engagements, hors dons, de 1 250,1 milliards (23,7 % du PIB) en hausse par rapport au niveau atteint en 2006 (1 167,5 milliards, soit 26,2 % du PIB). En y incorporant les tirages attendus de l'extérieur dans le cadre du financement de certains projets d'investissement (7 milliards), cet excédent budgétaire permettrait d'assurer l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 13,7 milliards et de poursuivre le désengagement de l'Etat vis-à-vis du système bancaire à hauteur de 629,6 milliards. Il subsisterait ainsi d'importants versements au secteur non bancaire à hauteur de 613,7 milliards.

5.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, dons officiels exclus, s'aggraverait en 2007, pour se situer à 240,3 milliards (4,6 % du PIB) en 2007 contre 103,5 milliards en 2006 (2,3 % du PIB), en raison de l'aggravation du déficit de la balance des services, des revenus et des transferts courants et atténués cependant par la légère progression de la balance commerciale.

En effet, les exportations s'inscriraient en hausse de 17,4 %, pour se fixer à 5 045,3 en 2007, en liaison particulièrement avec la progression du méthanol et des autres gaz, sous l'effet conjugué des quantités produites et exportées. De leur côté, les importations de biens et services croîtraient fortement de 21,3 %, pour se fixer à 1 662,6 milliards en 2007 en relation avec l'évolution des achats de biens d'équipements et dans une moindre mesure des biens et services du secteur pétrolier.

Le déficit de la balance des services passerait de 832,6 milliards en 2006 à 931,1 milliards un an plus tard, en liaison avec la progression des dépenses d'investissements dans le secteur pétrolier. Le déficit de la balance des revenus, pour sa part s'accroîtrait pour se situer à 2 617,4 milliards contre 2 137,9 milliards en 2006. Par ailleurs, le solde déficitaire des transferts courants s'établirait à 64,0 milliards en 2007 contre 48,3 milliards en 2006, sous l'hypothèse d'une augmentation des envois des fonds des travailleurs, en prenant en compte ceux qui participeraient dès cette année à l'exploitation du gaz naturel.

Enfin, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières atteindrait 1 019,8 milliards contre 545,2 en relation avec les évolutions des investissements privés.

En définitive, l'excédent de la balance des paiements s'améliorerait pour se fixer à 790,1 milliards en 2007 contre 358,1 milliards en 2006. Il permettrait de reconstituer les réserves officielles.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des ressources budgétaires se traduirait par un léger redressement du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires à 0,8 % contre 0,7 % en 2006. Parallèlement, l'évolution des comptes extérieurs entraînerait une légère augmentation du ratio du service de la dette par rapport aux exportations de biens et services (0,3 % en 2006 et 0,4 % en 2007). En revanche le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB s'améliorerait (1,5 % en 2007 contre 1,9 % en 2006).

5.5 Situation monétaire

Sur la base des informations disponibles à fin septembre 2007, les grandes tendances prévisionnelles des agrégats monétaires au 31 décembre 2007 seraient les suivantes : les avoirs extérieurs nets progresseraient de 51,2 %, pour se situer à 2 386,3 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution proviendrait du bon comportement prévu du secteur extérieur. Les crédits à l'économie s'accroîtraient de 1,7 % atteignant 131,7 milliards contre 129,5 milliards à fin décembre 2006, tirés notamment par les BTP et les services. Les créances nettes sur l'Etat conserveraient l'évolution à la baisse de l'année précédente et s'amélioreraient de 49,5 %. Les pouvoirs publics devraient continuer à jouir d'une aisance de trésorerie leur permettant de poursuivre leur programme d'investissements publics.

En conséquence, le taux de couverture extérieure de la monnaie se stabiliserait autour de 100,7 % au 31 décembre 2007 contre 100,2 % au 31 décembre 2006 et la masse monétaire progresserait de 37,2 % sur la même période.

5.6 Perspectives pour 2008

En 2008, les perspectives économiques de la Guinée Equatoriale se caractériseraient par un taux de croissance relativement modéré et un niveau d'inflation encore élevé par rapport au seuil de 3,0 % requis par la CEMAC.

Au niveau des finances publiques, l'excédent du solde budgétaire, base engagements, hors dons, représenterait 27,9 % du PIB. Dans le domaine des échanges avec l'extérieur, le déficit du compte des transactions courantes, hors dons, laisseraient place à un excédent en 2008.

Enfin, la situation monétaire resterait soutenue, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets (+60,5 %) et un repli des créances nettes sur l'Etat (-69,5 % contre -49,5 % en 2006). Le taux de couverture de la monnaie s'établirait à 100,9 %.

5.7 Situation sociale

Selon le rapport mondial sur le développement humain 2005 (PNUD), l'indice de développement humain en 2003, est estimé à 0,655 pour la Guinée Equatoriale, classant ainsi le pays au 121^{ème} rang mondial sur 177 pays évalués. Pour la même année, le taux brut de scolarisation combiné (du primaire au supérieur) est de 58 %, et l'espérance de vie à la naissance est de 43 ans. Pour la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la Guinée Equatoriale enregistre un taux de mortalité infantile de 97 ‰ et infanto juvénile de 146 ‰, selon la même source.

6. TCHAD

Selon les données disponibles actualisées en fin septembre 2007, la situation économique du Tchad se caractériserait par un raffermissement de la croissance économique, une amélioration des finances publiques et des comptes extérieurs, une consolidation de la situation monétaire et une maîtrise des tensions inflationnistes.

6.1 Secteur réel

En 2007, l'économie tchadienne enregistrerait un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel de 2,6 % contre 0,2 % réalisé une année plus tôt.

Du côté de l'offre, l'apport du secteur primaire hors pétrole serait mitigé, car la branche de la culture vivrière obérerait la croissance de 0,5 point alors que celle des cultures d'exportation contribuerait positivement à la croissance (+0,5 point). En raison de sa dépendance vis-à-vis des aléas climatiques et après deux années successives de bonne production vivrière, il est attendu que le retour sur le trend se traduirait par une baisse de la production céréalière au cours de la campagne 2007/2008. S'agissant de la production cotonnière, les prévisions initiales de la Cotontchad pour la campagne 2007/2008 de 180.000 tonnes de coton graine ont été revues à la baisse à 140.000 tonnes de coton graine⁵. En ce qui concerne le secteur pétrolier, sa production devrait baisser en 2007 par rapport au niveau réalisé en 2006. A cet effet, le concours de ce secteur serait de -1,2 point à la croissance. L'apport des autres branches d'activités serait significatif, en raison de la mise en service de la centrale électrique de Farcha d'une capacité de 21 Mégawatts qui permettrait de relancer d'autres activités dans le secteur industriel et les services.

Du côté de la demande, la plus forte contribution à la croissance proviendrait de la demande intérieure de 6,1 points répartis en 2007 dont 5,0 points pour les investissements bruts et 4,3 points pour la consommation. Quant à la demande extérieure nette, elle obérerait la croissance de 3,5 points, sous l'effet de la baisse des exportations des biens et services et de la hausse des importations des biens et services.

6.2 Prix

L'année 2006 a été marquée par une série des hausses des prix qui ont fini par porter le taux moyen d'inflation à 8,0 %. Cette situation a été particulièrement préjudiciable aux consommateurs. Pour l'année 2007, du fait des bons résultats de la campagne 2006/2007 et des aménagements routiers visant à désenclaver les zones de production, de l'évolution modérée des prix des produits importés résultant des fortes pressions concurrentielles (à l'exception notable des matériaux de construction), on s'attendrait à une inflation nulle (0,0 %) en 2007.

6.3 Finances publiques

Selon les données disponibles à fin septembre 2007, les recettes budgétaires de l'Etat augmenteraient de 35,9 %, pour s'établir à 774,6 milliards en 2007 dont 592,6 milliards de recettes pétrolières, contre respectivement 570,1 milliards et 403,9 milliards en 2006. Parallèlement, les recettes non pétrolières augmenteraient de 9,5 %, pour atteindre 182,0 milliards en 2007 contre 166,2 milliards. Cette évolution s'expliquerait par la hausse des recettes pétrolières en 2007 liée à la flambée des cours mondiaux du brut qui continuent encore d'atteindre des niveaux record et au versement de redevances exceptionnelles par le Consortium en mars 2007 (1,5 milliards de dollar).

⁵ Selon les estimations de l'INSEED, qui tiennent compte des incertitudes telles que (i) indisponibilité à temps des intrants, (ii) prix annoncé non tenu et (iii) arriérés sur les exercices antérieurs ; il paraît vraisemblable que cette campagne pourrait être compromise s'il n'y a pas un signal fort du Gouvernement. Pour cette raison, la projection du PIB 2007 de l'INSEED donne une production de 100.000 tonnes de coton graine.

De leur côté, les dépenses publiques s'inscriraient en hausse de 33,9 %, passant de 575,0 milliards en 2006 à 770,0 milliards un an plus tard, et représenteraient respectivement 17,0 % et 21,6 % du PIB. Les augmentations de dépenses proviendraient notamment des dépenses courantes (23,5 %) et des dépenses d'investissement (52,0 %). Ces différentes hausses s'expliqueraient par l'amélioration du fonctionnement des services publics, sous l'effet des revenus pétroliers, mais aussi par l'ampleur des actions réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

L'excédent du solde primaire et du solde budgétaire de base correspondraient à 4,6 % et 4,2 % du PIB en 2007 respectivement contre 4,3 % et 3,9 % du PIB en 2006.

Enfin, la gestion des finances publiques en 2007 se traduirait par un léger excédent budgétaire, base engagements, hors dons de 4,7 milliards (0,1 % du PIB).

En y incorporant l'apurement d'arriérés extérieurs de 1,8 milliard, l'amortissement de la dette extérieure de 25,2 milliards, et le désengagement vis-à-vis du système bancaire et non bancaire de 123,3 milliards, le besoin de financement de l'Etat s'élèverait à 145,6 milliards. La mobilisation du financement extérieur comprenant 74,8 milliards au titre de dons et 70,8 milliards au titre d'emprunts permettrait de couvrir entièrement ce besoin.

6.4 Balance des paiements

Dans le domaine des échanges extérieurs, le déficit des transactions courantes, hors dons, se résorberait, s'établissant à 280,2 milliards en 2007, soit 7,9 % du PIB, contre 351,4 milliards en 2006 (10,4 % du PIB). Cette évolution découlerait principalement de l'amélioration de la balance commerciale. En effet, l'excédent de la balance commerciale augmenterait de 104,2 milliards pour atteindre 1199,4 milliards en 2007. Pour sa part, le déficit des services se dégraderait davantage pour s'établir à 922,3 milliards contre 898,6 milliards en 2006, en liaison avec l'évolution des dépenses de fret et d'assurance. De même, le déficit de la balance des revenus se creuserait de 9,1 milliards pour se fixer à 609,0 milliards en 2007. Parallèlement, l'excédent des transferts courants se réduirait pour se fixer à 126, milliards contre 148,0 milliards une année plus tôt, à cause de l'afflux des investissements privés liés aux activités pétrolières.

Quant à l'excédent du compte de capital et d'opérations financières, il se contracterait en 2007, revenant de 447,8 milliards en 2006 à 353,7 milliards en 2007.

En définitif, l'excédent de la balance des paiements se contracterait de 50,3 milliards, pour atteindre 149,1 milliards en 2007, correspondant à 4,2 % du PIB en 2007 et permettrait la reconstitution des réserves officielles à concurrence de 109,0 milliards et l'apurement d'arriérés extérieurs de 1,8 milliards.

S'agissant de la dette publique, l'évolution des finances publiques se traduirait par une dégradation du ratio du service de la dette rapporté aux exportations et de l'encours de la dette rapporté au PIB qui passeraient de 1,5 % en 2006 à 1,9 % en 2007 pour le premier et de 26,9 % à 26,7 % pour le second. Quant au ratio du service de la dette rapporté aux recettes budgétaires, il passerait de 4,8 % du PIB en 2006 à 4,5 % en 2007.

6.5 Situation monétaire

En 2007, la situation monétaire du Tchad se caractériserait par une forte progression des avoirs extérieurs nets rendue possible par la hausse des revenus pétroliers et la baisse des engagements à l'égard du FMI, une augmentation des crédits à l'économie et une diminution substantielle des créances nettes sur l'Etat.

En effet, les avoirs extérieurs nets progresseraient de 59,2 %, pour atteindre 423,0 milliards en 2007 contre 265,7 milliards un an plus tôt. Le taux de couverture extérieure de la monnaie quant à lui resterait stable à 90,9 % en 2006 et 2007.

Pour leur part, les crédits à l'économie s'établiraient à 164,4 milliards à fin décembre 2007, soit une augmentation de 20,4 %) compte tenu du regain d'activité économique lié notamment à la relance de la demande intérieure et du développement de l'activité dans l'industrie agroalimentaire et le secteur tertiaire.

Enfin, les créances nettes sur l'Etat diminueraient fortement.

En conséquence de toutes ces évolutions, la masse monétaire progresserait de 5,9 %, passant de 377,3 milliards au 31 décembre 2006 à 399,6 milliards au 31 décembre 2007.

6.6 Perspectives pour 2008

Les perspectives économiques au Tchad en 2008 s'annoncent globalement satisfaisante, marquées par un taux de croissance réelle attendu de 7,0 % dans un contexte de baisse des tensions inflationnistes.

Au niveau des finances publiques, l'excédent budgétaire, base engagement, hors dons s'améliorerait.

Dans le domaine des échanges extérieurs, le solde des transactions courantes, hors dons passerait d'un déficit représentant 7,9 % du PIB en 2007 à un excédent correspondant à 3,3 % du PIB en 2008.

Enfin, la situation monétaire se renforcerait, avec une augmentation des avoirs extérieurs nets et un taux de couverture qui s'établirait à 96,6 %. Quant à la masse monétaire, elle progresserait de 10,4 %.

6.7 Situation sociale

La situation sociale au Tchad est marquée par l'évaluation de la mise en œuvre du 1^{er} DSRP et l'élaboration d'un DSRP de 2^{ème} génération qui se veut plus pragmatique avec l'ambition de faire correspondre au mieux les actions et leurs résultats en termes de réduction de la pauvreté. Il faut rappeler que le premier DSRP avait mis l'accent sur les secteurs comme l'éducation, la santé et les infrastructures. Son évaluation a donné la situation suivante :, de 56 % en 2003 l'on est passé à 61 % du réseau national permanent accessible en 2004. Le taux d'accès à l'eau potable en milieu rural a également été amélioré : de 2003 à septembre 2004, 415 ouvrages hydrauliques (400 pompes à motricité et 15 châteaux d'eau) ont été réalisés. Il faut noter que malgré l'arrivée des recettes pétrolières, les fonctionnaires ont connu des retards de salaires qui les ont amenés à se mettre en grève.

ANNEXES 2 : STATISTIQUES ECONOMIQUES

Tableau 2 : Vue d'ensemble de l'économie mondiale : PIB et Prix à la consommation

(variation annuelle, en %)

	PIB			PRIX		
	2006 Est.	2007 Prév.	2008	2006 Est.	2007 Prév.	2008
Monde	5,4	5,2	4,8	-	-	
Pays avancés	2,9	2,5	2,2	2,3	2,1	2,0
Etats-Unis	2,9	1,9	1,9	3,2	2,7	2,3
Japon	2,2	2,0	1,7	0,3	-	0,5
Zone Euro	2,8	2,5	2,1	1,9	2,0	1,9
Autres pays	8,1	8,1	7,4	5,1	5,9	5,3
Afrique	5,6	5,7	6,5	6,3	6,6	6,0
Afr. Sub-saharienne	5,7	6,1	6,8	11,5	12,7	
Afrique du Sud	5,0	4,7	4,2	4,7	6,6	6,2
Nigeria	5,6	4,3	8,0	8,3	5,3	7,4
Asie en développement	9,8	9,8	8,8	4,0	5,3	4,4
Chine	11,1	11,5	10,0	1,5	4,5	3,9
Amérique Latine	5,5	5,0	4,3	5,4	5,3	5,8
Argentine	8,5	7,5	5,5	10,9	9,5	12,6
Brésil	3,7	4,4	4,0	4,2	3,6	3,9
Chili	4,0	5,9	5,0	3,4	3,9	4,1
Mexique	4,8	2,9	3,0	3,6	3,9	4,2
Europe Centrale et de l'Est	6,3	5,8	5,2	5,0	5,1	4,1
Turquie	6,1	5,0	5,3	9,6	8,2	4,6
Communauté des Etats Indépendants	7,7	7,8	7,0	9,4	8,9	8,3
Russie	6,7	7,0	6,5	9,7	8,1	7,5
Moyen Orient	5,6	5,9	5,9	7,5	10,8	9,2
Arabie Saoudite	4,3	4,1	4,3	2,2	3,0	3,0

Source : FMI (World Economic Outlook, octobre 2007)

Tableau 3 : Evolution des prix des matières premières

Produits	Variations annuelles (en %)			Prix en dollars ou en cents		
	2005 Est.	2006 Est.	2007 Prév.	2005 Est.	2006 Est.	2007 Prév.
Café Robusta (c/lb)	43	32,1	73,9	53	70,0	122
Cacao (\$/tonne)	-0,4	3,0	22,2	1545	1591	1944
Coton (c/lb)	-11,3	5,5	4,3	55	58	61
Arachide (\$/t)	-15,5	7,8	33,3	769	829	1105
Huile de palme (\$/t)	-15	13,3	65,4	368	417	690
Bois en grumes (\$/m3)	2,5	17,8	12,6	202	238	268
Caoutchouc (\$/t)	15,2	41,2	4,9	68	96	101
Pétrole (\$/baril)	39,4	20,4	6,5	53,4	64,3	71,3

Source : FMI (World Economic Outlook, octobre 2007)

Tableau 4 : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Secteur primaire	4,1	9,4	2,2	1,3	0,5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	3,4	2,4	4,4	3,2	2,9
Sylviculture	-1,4	5,1	-1,5	11,0	4,6
Industries extractives	6,0	18,7	0,3	-2,0	-2,8
Secteur secondaire	2,5	6,3	4,7	3,4	11,1
Industries manufacturières	2,0	2,9	2,5	0,1	2,6
Bâtiments et Travaux Publics	3,2	12,6	5,8	13,1	12,6
Autres	5,4	23,3	17,8	10,1	52,9
Secteur tertiaire	6,4	6,0	4,6	4,3	5,6
Services marchands	7,3	6,3	5,0	4,7	5,0
Services non marchands	3,6	5,1	3,6	2,9	7,3
PIB au coût des facteurs	4,7	7,2	3,8	3,1	5,1
Droits et Taxes à l'importation	-1,2	-0,9	1,8	3,3	-8,2
PIB aux prix constants du marché de 1992	4,2	6,5	3,6	3,1	4,1
PIB du secteur pétrolier	6,1	20,7	1,6	-1,6	3,9
PIB du secteur non pétrolier	3,9	4,4	4,0	3,9	4,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 4 bis : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Secteur primaire	1,3	2,9	0,7	0,4	0,2
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,6	0,4	0,7	0,5	0,5
Sylviculture	0,0	0,1	0,0	0,2	0,1
Industries extractives	0,8	2,4	0,0	-0,3	-0,4
Secteur secondaire	0,5	1,3	1,0	0,7	2,3
Industries manufacturières	0,3	0,5	0,4	0,0	0,4
Bâtiments et Travaux Publics	0,1	0,4	0,2	0,4	0,5
Autres	0,1	0,5	0,4	0,3	1,5
Secteur tertiaire	2,5	2,4	1,8	1,7	2,3
Services marchands	2,1	1,9	1,5	1,4	1,5
Services non marchands	0,4	0,5	0,4	0,3	0,7
PIB au coût des facteurs	4,3	6,6	3,5	2,8	4,8
Droits et Taxes à l'importation	-0,1	-0,1	0,1	0,2	-0,6
PIB aux prix constants du marché de 1992	4,2	6,5	3,6	3,1	4,1
PIB du secteur pétrolier	0,8	2,7	0,2	-0,2	0,5
PIB du secteur non pétrolier	3,4	3,8	3,4	3,3	3,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 4 ter : CEMAC : Produit Intérieur Brut

(Structure, en pourcentage)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Secteur primaire	43,4	45,9	53,8	55,5	53,5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	15,2	13,6	12,1	11,8	11,7
Sylviculture	1,4	1,4	1,1	1,2	1,2
Industries extractives	26,7	30,8	40,7	42,4	40,6
Secteur secondaire	15,1	14,5	12,9	12,7	14,1
Industries manufacturières	10,9	9,9	8,4	7,7	7,6
Bâtiments et Travaux Publics	2,5	2,7	2,3	2,6	2,8
Autres	1,7	1,9	2,2	2,4	3,7
Secteur tertiaire	35,6	34,2	28,7	27,1	27,7
Services marchands	27,7	26,8	22,4	21,3	21,5
Services non marchands	7,9	7,5	6,3	5,8	6,2
PIB au coût des facteurs	94,1	94,6	95,4	95,3	95,4
Droits et Taxes à l'importation	5,9	5,4	4,6	4,7	4,6
PIB aux prix courants du marché	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
PIB du secteur pétrolier	27,0	31,2	41,3	43,4	43,4
PIB du secteur non pétrolier	73,0	68,8	58,7	56,6	56,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

Tableau 5 : CEMAC : Ressources et Emplois

(Taux de croissance annuelle, en pourcentage)

Agrégats	4,2	6,5	3,6	3,1	4,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT					
	4,4	5,1	6,5	9,2	7,6
DEPENSES INTERIEURES BRUTES					
	3,7	4,6	4,8	6,6	4,5
Consommation	-5,5	3,6	11,9	6,5	12,4
Publique (Etat)	4,8	4,7	4,0	6,7	3,5
Privé	7,1	7,0	12,2	17,4	16,6
Investissements bruts	7,2	6,8	12,2	17,4	16,5
Formation brute de capital fixe	-5,5	33,9	6,8	39,7	16,7
Publique (Etat et Ad.publiques)	9,8	2,0	13,5	12,5	16,5
Privé (Entreprises et ménages)	41,9	1,9	28,8	23,2	27,1
Secteur pétrolier	-4,1	2,1	3,7	4,1	6,5
Secteur non pétrolier	108,7	-63,0	83,3	-12,7	-39,4
Variations des stocks	7,9	-16,2	60,2	84,1	31,0
EXPORTATIONS NETTES	4,5	16,2	2,3	-3,9	3,7
Exportations de biens et services non facteurs	5,4	7,9	13,7	20,6	15,3
Importations de biens et services non facteurs	4,2	6,5	3,6	3,1	4,1

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 5 bis : CEMAC : Ressources et Emplois

(Contribution à la croissance, en pourcentage)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
----------	------	------	------	--------------	---------------

PRODUIT INTERIEUR BRUT	4,2	6,5	3,6	3,1	4,1
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	4,7	5,5	6,8	9,9	8,7
Consommation	3,1	3,8	3,9	5,5	3,8
Publique (Etat)	-0,5	0,3	1,0	0,6	1,1
Privé	3,6	3,5	3,0	4,9	2,7
Investissements bruts	1,6	1,6	2,9	4,5	4,8
Formation brute de capital fixe	1,7	1,6	2,9	4,5	4,8
Publique (Etat et Ad.publiques)	-0,2	1,2	0,3	1,8	1,0
Privé (Entreprises et ménages)	1,9	0,4	2,6	2,6	3,8
Secteur pétrolier	2,4	0,1	2,2	2,2	3,0
Secteur non pétrolier	-0,5	0,3	0,4	0,5	0,8
Variations des stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EXPORTATIONS NETTES	-0,5	1,1	-3,2	-6,9	-4,5
Exportations de biens et services non facteurs	0,9	3,2	0,5	-0,8	0,7
Importations de biens et services non facteurs	-1,4	-2,1	-3,7	-6,0	-5,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 5 ter : CEMAC : Ressources et Emplois

(Structure du PIB, en pourcentage)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	95,3	88,1	81,0	81,9	84,4
Consommation	63,5	58,4	54,3	52,5	52,4
Publique (Etat)	8,2	7,9	7,3	7,2	7,8
Privé	55,3	50,5	47,1	45,3	44,6
Investissements bruts	31,9	29,7	26,7	29,3	32,0
Formation brute de capital fixe	31,8	29,3	26,4	29,0	31,7
Publique (Etat et Ad.publiques)	4,7	5,9	5,1	7,0	8,3
Privé (Entreprises et ménages)	27,2	23,4	21,2	22,0	23,4
Secteur pétrolier	11,8	9,1	9,4	10,9	12,2
Secteur non pétrolier	15,3	14,3	11,9	11,1	11,2
Variations des stocks	0,0	0,4	0,4	0,3	0,2
EXPORTATIONS NETTES	4,7	11,9	19,0	18,1	15,6
Exportations de biens et services non facteurs	42,9	50,4	54,6	56,2	55,9
Importations de biens et services non facteurs	-38,2	-38,5	-35,7	-38,1	-40,3

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 6 : CEMAC : Inflation (moyenne annuelle, en pourcentage)

Etats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
CEMAC	1,3	0,6	2,9	5,3	2,9
Cameroun	0,6	0,3	1,9	5,1	1,5
République Centrafricaine	4,2	-2,1	2,9	6,6	3,0
Congo	-1,3	3,6	2,8	4,9	4,0
Gabon	2,3	0,4	-0,2	4,0	5,5
Guinée Equatoriale	7,3	4,2	5,0	5,0	4,0
Tchad	-1,8	-5,3	7,9	8,1	0,0

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 7 : CEMAC : Tableau des opérations financières des Etats
(En milliards de FCFA)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Recettes totales	3688,7	4244,6	6005,5	7949,8	8443,8
Recettes pétrolières	1751,0	2275,5	3845,0	5573,7	5786,0
Recettes non pétrolières	1937,8	1969,0	2160,6	2376,1	2657,8
Dépenses totales	3180,4	3639,1	4169,6	5243,4	5783,8
Dépenses courantes	2363,9	2507,0	2932,1	3362,0	3416,6
Salaires et traitements	887,4	930,5	920,9	958,2	1094,7
Biens et services	539,6	593,2	822,5	979,0	1138,0
Transferts et subventions	460,8	498,8	752,7	1011,7	918,4
Intérêts	476,2	484,6	436,0	413,1	265,5
Dettes extérieures	394,1	408,9	351,6	334,5	210,3
Dettes intérieures	82,1	75,7	84,4	78,6	55,2
Dépenses en capital	816,5	1132,0	1237,5	1881,3	2367,2
Sur ressources locales	564,9	811,2	987,9	1595,5	2022,4
Sur ressources extérieures	251,6	320,8	249,6	285,9	344,8
Solde primaire (en milliards de FCFA)	1236,0	1410,8	2521,5	3405,4	3270,3
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	7,1	7,3	10,5	12,7	11,5
Solde budgétaire de base (en milliards de FCFA)	759,9	926,3	2085,5	2992,3	3004,8
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	4,4	4,8	8,7	11,1	10,5
Déficit global (base engagements hors dons)	508,3	605,5	1835,9	2706,4	2660,0
Déficit global (base engagnts hors dons) % du PIB	2,9	3,1	7,6	10,1	9,3
Déficit global (base engagements dons compris)	699,2	773,4	2054,2	5099,9	2942,8
Variations des arriérés (baisse -)	97,7	-1985,9	-210,2	-337,0	-247,5
Intérieurs (principal et intérêts)	-108,4	-82,3	-145,7	-294,9	-224,2
Extérieurs (principal et intérêts)	206,1	-1903,6	-64,6	-42,1	-23,3
Déficit global (base trésorerie)	606,0	-1380,5	1625,7	2369,4	2412,5
Financement total	-606,0	1380,5	-1625,7	-2369,4	-2412,5
Extérieur	19,1	2066,3	-38,2	131,8	-5,8
Dons	191,0	167,9	218,3	2393,5	282,8
Tirages	163,8	265,0	137,9	204,2	217,2
Amortissements de la dette extérieure	-725,9	-778,7	-827,5	-2839,5	-629,7
Allégements de la dette extérieure	390,2	2413,1	433,1	373,6	123,8
Autres	0,0	-1,0	0,0	0,0	0,0
Intérieur	-625,1	-685,8	-1587,4	-2501,2	-2412,4
Système bancaire	26,1	-355,5	-1125,5	-1214,5	-1396,0
Non bancaire	-651,2	-330,4	-461,9	-1286,7	-1016,4
Gap résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 8 : CEMAC: Balance des paiements.
(en milliards de FCFA sauf indication contraire)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Solde du compte courant (transf. publics inclus)	-1470,8	-767,1	366,5	413,5	-299,4
Solde du compte courant (transf. publics inclus) % PIB	-8,4	-4,0	1,5	1,5	-1,0
Solde du compte courant (transf. publics exclus)	-1562,2	-861,2	175,0	204,9	-529,6
Solde du compte courant (transf. publics exclus) % PIB					
Solde du commerce extérieur	3173,2	5135,9	7823,1	8717,4	8893,7
Exportations, fob	6837,3	9091,8	12462,8	14370,5	15185,7
Importations, fob	-3664,2	-3955,9	-4639,7	-5653,1	-6292,0
Balance des services	-2358,6	-2835,1	-3265,8	-3850,8	-4437,9
Balance des revenus	-2340,3	-3166,2	-4379,7	-4638,7	-4939,2
Solde des transferts courants	54,9	98,3	188,8	185,6	184,0
Compte de capital et d'opérations financières	907,3	738,6	704,6	1105,5	2023,3
Compte de capital	291,4	152,6	146,6	2297,7	155,2
Compte financier	615,9	586,0	558,0	-1192,2	1868,1
Erreurs et omissions	-23,4	94,1	-37,6	-134,8	0,0
Solde global	-586,9	65,6	1033,5	1384,2	1723,9
Financement	586,9	-65,6	-1033,5	-1384,2	-1723,9
Variations des réserves off. (baisse +)	-9,4	-575,0	-1402,1	-1715,7	-1830,2
Financements exceptionnels	596,3	509,5	368,6	331,6	100,6
Variations des arriérés ext. (baisse -)	206,1	-1903,6	-64,6	-42,1	-23,3
Réaménagements de la dette	390,2	2413,1	433,1	373,6	123,8
GAP résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	5,7

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Tableau 9 : CEMAC : Situation monétaire.

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Avoirs extérieurs nets (y/c Services Centraux)	821,5	1512,2	3067,5	4900,1	6696,2
Avoirs intérieurs nets	1890,1	1463,9	433,2	-771,3	-2123,9
Crédits intérieurs nets	2479,6	2072,6	1115,1	-2,3	-1298,4
Créances nettes sur l'Etat	824,3	448,9	-690,3	-1976,4	-3492,3
Crédits à l'économie	1655,3	1623,7	1805,4	1974,2	2193,8
Autres postes nets	-589,5	-608,7	-681,9	-769,1	-825,5
Masse monétaire	2655,5	2921,7	3442,8	4069,8	4519,4
Monnaie fiduciaire	769,0	851,5	964,5	1081,0	1121,6
Dépôts à vue	932,6	1059,1	1340,1	1709,9	2052,1
Dépôts à terme	953,9	1011,1	1138,3	1278,8	1345,7
Allocations de DTS	56,2	54,3	57,9	59,0	52,8
	Variations annuelles, en pourcentage				
Avoirs extérieurs nets	-3,9	84,1	102,9	59,7	36,7
Crédit intérieur net	4,5	-16,4	-46,2	-100,2	57327,4
Créances nettes sur l'Etat	5,7	-45,5	-253,8	-186,3	-76,7
Crédits à l'économie	4,0	-1,9	11,2	9,3	11,1
Masse monétaire (M2)	1,6	10,0	17,8	18,2	11,0

Source : BEAC, Etats

Tableau 10 : CEMAC : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégat	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONS (en milliards)	3879,7	4412,5	6223,8	10343,2	8726,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	3688,7	4244,6	6005,5	7949,8	8443,8
Recettes pétrolières	1751,0	2275,5	3845,0	5573,7	5786,0
Recettes non pétrolières	1937,8	1969,0	2160,6	2376,1	2657,8
recettes fiscales	1778,7	1792,9	1980,4	2160,9	2429,2
recettes non fiscales	159,0	176,2	180,1	215,2	228,6
DONS (en milliards)	191,0	167,9	218,3	2393,5	282,8
DEPENSES TOTALES (en milliards)	3180,4	3639,1	4169,6	5243,4	5783,8
DEPENSES COURANTES	2363,9	2507,0	2932,1	3362,0	3416,6
dont salaires et traitements	887,4	930,5	920,9	958,2	1094,7
intérêts de la dette publique	476,2	484,6	436,0	413,1	265,5
DEPENSES EN CAPITAL	816,5	1132,0	1237,5	1881,3	2367,2
sur financement interne	564,9	811,2	987,9	1595,5	2022,4
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	1236,0	1410,8	2521,5	3405,4	3270,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	759,9	926,3	2085,5	2992,3	3004,8
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	508,3	605,5	1835,9	2706,4	2660,0
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	606,0	-1380,5	1625,7	2369,4	2412,5
STOCK DETTE publique (en milliards)	13382,3	12267,8	11550,8	8829,3	8260,4
dette extérieure	11658,8	10649,3	10022,3	7400,8	7034,1
dette intérieure	1723,5	1618,5	1528,5	1428,5	1226,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	341,0	51,3	20,5	39,0	0,0
arriérés extérieurs	341,0	51,3	20,5	39,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	4,4	4,8	8,7	11,1	10,5
taux d'inflation annuel moyen (en %)	1,3	0,6	2,9	5,3	2,9
taux d'endettement public en % du PIB	76,9	63,5	48,0	32,9	28,9
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	341,0	51,3	20,5	39,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	64,9	73,8	86,6	94,7	94,8
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	7,1	7,3	10,5	12,7	11,5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	1,4	0,3	0,0	0,1	2,3
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-9,0	-4,5	0,7	0,8	-1,9
taux de pression fiscale (en %)	14,0	13,5	14,0	14,2	15,0
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	2,9	3,1	7,6	10,1	9,3
solde global, base caisse sur PIB (en %)	3,5	-7,1	6,8	8,8	8,5
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	17407,0	19314,0	24045,4	26849,4	28540,3
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	12700,9	13291,7	14115,0	15190,5	16161,9
PIB en volume (au prix de l'année de base 1992)	12021,1	12807,6	13274,0	13683,8	14250,7
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,2	6,5	3,6	3,1	4,1

Tableau 11 : CAMEROUN : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1406,1	1320,0	1594,3	4034,5	1997,6
RECETTES TOTALES (en milliards)	1363,3	1311,1	1547,3	1808,6	1863,7
Recettes pétrolières	324,1	337,8	439,0	643,0	588,7
Recettes non pétrolières	1039,2	973,3	1108,3	1165,6	1275,0
recettes fiscales	971,5	897,0	1020,0	1083,2	1184,3
recettes non fiscales	67,7	76,3	88,3	82,4	90,7
DONNS (en milliards)	42,8	8,9	47,0	2225,9	133,9
DEPENSES TOTALES (en milliards)	1095,8	1159,3	1261,1	1368,8	1581,0
DEPENSES COURANTES	930,5	972,6	1055,1	1097,4	1189,0
salaires et traitements	420,0	450,0	414,0	418,0	465,0
intérêts de la dette publique	195,5	164,0	129,1	88,4	51,0
DEPENSES EN CAPITAL	165,3	186,7	206,0	271,4	392,0
sur financement interne	124,7	127,1	162,0	207,9	326,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	503,6	375,4	459,3	591,7	399,6
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	308,1	211,4	330,2	503,3	348,6
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	267,5	151,8	286,2	439,8	282,6
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	258,2	163,4	247,2	266,9	192,6
STOCK DETTE publique (en milliards)	4675,9	4508,2	4227,5	1999,3	1950,3
dette extérieure	3623,8	3486,1	3235,4	1037,2	1018,2
dette intérieure	1052,1	1022,1	992,1	962,1	932,1
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	15,3	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	15,3	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	3,9	2,5	3,8	5,4	3,6
taux d'inflation annuel moyen (en %)	0,6	0,3	1,9	5,1	1,5
taux d'endettement public en % du PIB	59,1	54,1	48,3	21,3	19,9
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	15,3	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	46,4	51,9	67,4	77,5	81,2
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,4	4,5	5,2	6,3	4,1
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	4,0	-1,5	-0,4	0,1	4,1
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-8,3	-6,6	-4,0	-2,1	-2,4
taux de pression fiscale (en %)	13,1	11,5	12,7	12,8	13,4
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	3,4	1,8	3,3	4,7	2,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	3,3	2,0	2,8	2,8	2,0
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	7916,9	8333,9	8749,5	9387,0	9818,5
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	7417,9	7779,0	8015,5	8432,3	8852,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1992/93)	7477,7	7754,5	7932,6	8188,1	8422,2
taux de croissance du PIB en volume (en %)	4,0	3,7	2,3	3,2	2,9

Tableau 12 : CENTRAFRIQUE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONDS (en milliards)	63,7	78,5	88,0	165,2	134,3
RECETTES TOTALES (en milliards)	53,7	55,8	58,6	73,3	85,2
Recettes pétrolières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes non pétrolières	53,7	55,8	58,6	73,3	85,2
recettes fiscales	45,3	48,2	51,9	63,8	71,2
recettes non fiscales	8,4	7,5	6,7	9,5	14,0
DONS (en milliards)	10,0	22,7	29,4	91,9	49,1
DEPENSES TOTALES (en milliards)	85,5	93,7	122,7	114,0	110,8
DEPENSES COURANTES	66,0	75,5	84,4	76,9	72,4
salaires et traitements	34,5	38,9	39,2	37,2	35,0
intérêts de la dette publique	7,8	8,8	9,0	11,2	6,5
DEPENSES EN CAPITAL	19,5	18,2	38,3	37,1	38,4
sur financement interne	10,5	7,7	8,4	8,9	10,6
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-15,0	-18,6	-25,2	-1,3	8,7
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-22,8	-27,4	-34,2	-12,6	-53,4
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-31,8	-37,9	-64,1	-40,8	-25,6
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-1,3	-16,9	-37,2	-90,2	-59,3
STOCK DETTE publique milliards)	813,9	817,5	829,6	776,8	815,2
dette extérieure	667,2	670,8	682,9	630,1	618,2
dette intérieure	146,7	146,7	146,7	146,7	197,0
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	24,3	20,9	16,9	18,9	0,0
arriérés extérieurs	24,3	20,9	16,9	18,9	0,0
arriérés intérieurs					
Critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-3,4	-4,0	-4,5	-1,5	-6,1
taux d'inflation annuel moyen (en %)	4,2	-2,1	2,9	6,6	3,0
taux d'endettement public en % du PIB	120,0	118,7	110,3	95,0	93,6
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	24,3	20,9	16,9	18,9	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	95,8	85,6	80,8	74,6	75,3
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-2,2	-2,7	-3,4	-0,2	1,0
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	-0,1	1,5	0,1	-0,2	-0,3
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-4,8	-6,7	-8,3	-8,0	-7,9
taux de pression fiscale (en %)	6,7	7,0	6,9	7,8	8,2
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-4,7	-5,5	-8,5	-5,0	-2,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-0,2	-2,5	-4,9	-11,0	-6,8
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	678,2	688,6	752,1	817,9	871,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	678,2	688,6	752,1	817,9	871,0
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	448,2	463,7	477,6	498,0	516,5
taux de croissance du PIB en volume (en %)	-4,6	3,5	3,0	4,3	3,7

Tableau 13 : CONGO : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	613,5	740,4	1300,5	1797,0	1669,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	603,6	737,9	1268,0	1792,0	1644,4
Recettes pétrolières	421,6	530,4	1047,6	1531,0	1350,7
Recettes non pétrolières	182,0	207,6	220,4	261,0	293,7
recettes fiscales	177,3	200,0	212,2	250,6	281,9
recettes non fiscales	4,7	7,6	8,2	10,5	11,8
DONNS (en milliards)	9,9	2,5	32,5	5,0	25,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	606,1	636,9	736,4	1106,9	1059,6
DEPENSES COURANTES	470,5	501,5	567,2	742,0	659,6
salaires et traitements	120,2	122,9	130,0	135,0	141,0
intérêts de la dette publique	117,8	147,0	150,0	179,0	82,5
DEPENSES EN CAPITAL	135,6	135,4	169,2	364,9	400,0
sur financement interne	111,8	122,4	152,9	358,0	344,2
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	139,1	261,1	697,9	871,0	723,1
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	21,3	114,1	547,9	692,0	640,6
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-2,5	101,1	531,6	685,1	584,8
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	122,3	-1515,8	461,9	608,5	483,8
STOCK DETTE Publique (en milliards)	4785,1	3959,7	3697,3	3438,8	3090,8
dette extérieure	4552,6	3747,2	3504,8	3266,3	3090,8
dette intérieure	252,5	232,5	212,5	192,5	172,5
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	171,2	6,9	3,6	18,4	0,0
arriérés extérieurs	171,2	6,9	3,6	18,4	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	1,0	5,0	17,6	18,1	17,4
taux d'inflation annuel moyen (en %)	-1,3	3,6	2,8	4,9	4,0
taux d'endettement public en % du PIB	232,2	172,4	118,8	90,1	84,0
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	171,2	6,9	3,6	18,4	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	16,4	29,3	71,7	87,9	90,1
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	6,8	11,4	22,4	22,8	19,6
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	14,4	15,3	11,0	1,6	-20,8
taux de pression fiscale (en %)	17,3	18,3	17,9	18,3	18,5
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-0,1	4,4	17,1	18,0	15,9
solde global, base caisse sur PIB (en %)	5,9	-66,0	14,8	16,0	13,1
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	2060,6	2296,6	3111,3	3815,2	3680,6
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1024,5	1091,6	1186,4	1368,4	1523,9
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1990)	960,6	996,0	1072,1	1137,8	1129,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	0,8	3,7	7,6	6,1	-0,8

Tableau 14 : GABON : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	1064,0	1141,8	1433,8	1581,9	1637,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	1062,8	1139,7	1431,8	1581,9	1637,4
Recettes pétrolières	583,9	628,2	906,8	1012,9	985,9
Recettes non pétrolières	478,9	511,5	525,0	569,0	651,5
recettes fiscales	451,0	471,9	494,3	535,8	632,1
recettes non fiscales	27,9	39,6	30,7	33,2	19,4
DONNS (en milliards)	1,2	2,1	2,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	806,4	850,1	1002,9	1122,2	1074,0
DEPENSES COURANTES	675,4	693,7	842,9	883,4	836,4
salaires et traitements	229,0	226,3	227,8	252,4	294,0
intérêts de la dette publique	145,0	149,2	129,7	116,7	105,8
DEPENSES EN CAPITAL	131,0	156,3	160,0	238,8	237,6
sur financement interne	122,6	142,2	151,1	190,0	195,0
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	409,8	453,0	567,5	625,2	711,8
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	264,8	303,8	437,8	508,5	606,0
SOLDE GLOBAL, base ordonnancements, hors dons (en milliards)	256,4	289,7	428,9	459,7	563,4
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	251,1	-107,5	355,1	426,2	542,4
STOCK DETTE publique (en milliards)	2161,2	1980,6	1801,8	1593,5	1356,0
dette extérieure	1921,9	1781,3	1642,5	1474,2	1276,7
dette intérieure	239,3	199,3	159,3	119,3	79,3
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	143,7	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	143,7	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	7,5	8,0	9,6	10,2	11,3
taux d'inflation annuel moyen (en %)	2,3	0,4	-0,2	4,0	5,5
taux d'endettement public en % du PIB	61,4	52,3	39,4	31,9	25,4
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	143,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	44,0	61,8	74,8	90,7	91,8
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	11,6	12,0	12,4	12,5	13,3
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,2	0,0	0,0	0,2	0,6
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	10,2	13,7	15,1	17,2	19,9
taux de pression fiscale (en %)	22,4	22,9	22,4	22,6	25,2
solde global, base ordonnancements, hors dons sur PIB (en %)	7,3	7,6	9,4	9,2	10,5
solde global, base caisse sur PIB (en %)	7,1	-2,8	7,8	8,5	10,1
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	3519,0	3790,4	4570,9	4991,7	5344,6
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	2011,0	2062,6	2202,5	2369,5	2510,7
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1989)	1767,6	1791,5	1845,6	1867,9	1971,1
taux de croissance du PIB en volume (en %)	2,5	1,4	3,0	1,2	5,5

Tableau 15 : GUINEE EQUATORIALE : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONNS (en milliards)	472,3	773,5	1410,2	2123,9	2438,5
RECETTES TOTALES (en milliards)	472,3	773,5	1410,2	2123,9	2438,5
Recettes pétrolières	410,8	700,3	1307,5	1982,9	2268,1
Recettes non pétrolières	61,5	73,2	102,6	141,0	170,4
recettes fiscales	45,4	56,5	58,9	79,9	94,8
recettes non fiscales	16,0	16,7	43,7	61,1	75,6
DONNS (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEPENSES TOTALES (en milliards)	257,5	486,9	615,5	956,4	1188,4
DEPENSES COURANTES	87,8	123,8	169,5	197,6	209,0
salaires et traitements	27,5	30,9	36,6	40,6	48,6
intérêts de la dette publique	2,7	4,4	7,8	4,4	6,7
DEPENSES EN CAPITAL	169,7	363,0	446,0	758,8	979,4
sur financement interne	169,5	362,3	444,6	757,9	972,4
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	387,2	654,1	1248,6	1930,7	2236,2
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	215,0	287,4	796,2	1168,4	1257,1
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	214,7	286,7	794,7	1167,5	1250,1
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	170,0	273,1	740,5	1167,5	1250,1
STOCK DETTE publique (en milliards)	170,9	151,8	101,1	84,7	78,0
dette extérieure	170,9	151,8	101,1	84,7	78,0
dette intérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	13,0	11,6	21,2	26,2	23,9
taux d'inflation annuel moyen (en %)	7,3	4,2	5,0	5,0	4,0
taux d'endettement public en % du PIB	10,4	6,1	2,7	1,9	1,5
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	100,0	100,2	100,2	100,2	100,7
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	23,5	26,5	33,2	43,3	42,5
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-42,5	-26,8	-10,7	-2,3	-4,6
taux de pression fiscale (en %)	21,2	21,9	19,3	20,2	20,5
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	13,0	11,6	21,2	26,2	23,7
solde global, base caisse sur PIB (en %)	10,3	11,1	19,7	26,2	23,7
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1650,2	2471,7	3757,0	4462,0	5265,0
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	214,1	257,3	305,7	395,4	461,5
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1985)	563,7	748,2	814,1	857,4	1043,4
taux de croissance du PIB en volume (en %)	14,4	32,7	8,8	5,3	21,7

Tableau 16 : TCHAD : Synthèse des opérations financières de l'Etat et principaux indicateurs macroéconomiques

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
RECETTES TOTALES ET DONDS (en milliards)	260,1	358,2	397,1	640,8	849,4
RECETTES TOTALES (en milliards)	133,1	226,5	289,7	570,1	774,6
Recettes pétrolières	10,6	78,8	144,0	403,9	592,6
Recettes non pétrolières	122,5	147,6	145,7	166,2	182,0
recettes fiscales	111,2	119,3	138,9	142,9	164,9
recettes non fiscales	11,3	28,4	6,8	23,3	17,1
DONDS (en milliards)	127,0	131,7	107,4	70,7	74,8
DEPENSES TOTALES (en milliards)	329,2	412,3	431,2	575,0	770,0
DEPENSES COURANTES	133,8	139,9	213,1	364,7	450,2
salaires et traitements	56,2	61,5	73,3	75,0	111,1
intérêts de la dette publique	7,3	11,1	10,4	13,5	13,0
DEPENSES EN CAPITAL	195,5	272,4	218,0	210,4	319,8
sur financement interne	25,8	49,6	68,9	72,8	174,1
SOLDE PRIMAIRE (en milliards)	-19,2	48,1	18,0	146,1	163,3
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (en milliards)	-26,5	37,0	7,7	132,6	150,3
SOLDE GLOBAL, base engagements, hors dons (en milliards)	-196,2	-185,8	-141,5	-5,0	4,7
SOLDE GLOBAL, base caisse (en milliards)	-194,2	-176,8	-141,7	-9,6	2,9
STOCK DETTE publique (en milliards)	775,3	850,0	893,5	936,1	970,0
dette extérieure	722,4	812,1	855,6	908,2	952,1
dette intérieure	52,9	37,9	37,9	27,9	17,9
ARRIERES GESTION COURANTE (en milliards)	1,8	8,1	0,0	1,8	0,0
arriérés extérieurs	1,8	8,1	0,0	1,8	0,0
arriérés intérieurs					
critères de convergence					
solde budgétaire de base rapporté au PIB nominal (en %)	-1,7	2,1	0,2	3,9	4,2
taux d'inflation annuel moyen (en %)	-1,8	-5,3	7,9	8,1	0,0
taux d'endettement public en % du PIB	49,0	49,0	28,8	27,7	27,2
accumulation arriérés gestion courante (en milliards)	1,8	8,1	0,0	1,8	0,0
Indicateurs					
taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	73,2	71,4	63,5	90,9	90,9
solde budgétaire primaire rapporté au PIB nominal (en %)	-1,2	2,8	0,6	4,3	4,6
évolution masse salariale par rapport à évolution recettes fiscales ≤ 1	0,3	0,1	0,1	0,0	0,2
déficit extérieur courant hors dons sur PIB nominal (en %)	-52,3	-27,3	-1,2	-10,4	-7,9
taux de pression fiscale (en %)	8,2	8,4	8,4	7,9	8,5
solde global, base engagements, hors dons sur PIB (en %)	-12,4	-10,7	-4,6	-0,1	0,1
solde global, base caisse sur PIB (en %)	-12,3	-10,2	-4,6	-0,3	0,1
COMPTES NATIONAUX					
PIB nominal (en milliards)	1582,1	1732,9	3104,6	3375,6	3560,7
PIB nominal hors pétrole (en milliards)	1355,3	1412,7	1652,7	1806,9	1942,3
PIB en volume (au prix de l'année de base de 1995)	1139,0	1523,0	1642,9	1645,9	1689,3
taux de croissance du PIB en volume (en %)	14,3	33,7	7,9	0,2	2,6

Tableau 17 : CEMAC : Produit Intérieur Brut (PIB) par secteur

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
Secteur primaire	7 557,6	8 860,6	12 943,6	14 896,9	15 274,9
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	2 653,6	2 628,9	2 907,1	3 177,5	3 328,3
Sylviculture	250,5	280,0	256,6	324,3	355,4
Industries extractives	4 653,5	5 951,7	9 779,9	11 395,1	11 591,2
Secteur secondaire	2 633,0	2 798,8	3 098,5	3 415,9	4 026,6
Industries manufacturières	1 900,0	1 913,4	2 008,2	2 074,3	2 179,5
Bâtiments et Travaux Publics	443,9	513,3	559,4	689,7	785,4
Autres	289,2	372,1	530,9	651,8	1 061,6
Secteur tertiaire	6 197,1	6 611,3	6 893,0	7 276,2	7 917,6
Services marchands	4 820,0	5 167,0	5 375,7	5 728,1	6 145,2
Services non marchands	1 377,0	1 444,3	1 517,4	1 548,1	1 772,4
PIB au coût des facteurs	16 387,6	18 270,6	22 935,1	25 588,9	27 219,1
Droits et Taxes à l'importation	1 019,4	1 043,4	1 110,3	1 260,5	1 321,3
PIB aux prix courants du marché	17 407,0	19 314,0	24 045,4	26 849,4	28 540,3
PIB du secteur pétrolier	4 706,1	6 022,3	9 930,4	11 658,9	12 378,4
PIB du secteur non pétrolier	12 700,9	13 291,7	14 115,0	15 190,5	16 161,9
	Prix constants, aux prix de 1992				
Secteur primaire	3 757,1	4 108,8	4 198,0	4 254,3	4 277,5
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	1 952,5	1 998,7	2 085,7	2 152,7	2 214,3
Sylviculture	235,2	247,2	243,5	270,3	282,8
Industries extractives	1 569,4	1 863,0	1 868,9	1 831,3	1 780,4
Secteur secondaire	2 509,0	2 667,6	2 793,6	2 889,9	3 209,5
Industries manufacturières	1 886,8	1 941,6	1 989,8	1 991,3	2 043,7
Bâtiments et Travaux Publics	383,2	431,3	456,5	516,2	581,1
Autres	239,0	294,7	347,3	382,4	584,7
Secteur tertiaire	4 776,2	5 061,2	5 295,1	5 520,3	5 828,5
Services marchands	3 540,9	3 763,4	3 950,4	4 136,8	4 344,3
Services non marchands	1 235,3	1 297,8	1 344,7	1 383,6	1 484,2
PIB au coût des facteurs	11 042,3	11 837,7	12 286,8	12 664,5	13 315,5
Droits et Taxes à l'importation	978,8	969,9	987,2	1 019,3	935,3
PIB aux prix constants du marché de 1992	12 021,1	12 807,6	13 274,0	13 683,8	14 250,7
PIB du secteur pétrolier	1 577,9	1 904,0	1 933,7	1 902,3	1 977,2
PIB du secteur non pétrolier	10 443,3	10 903,6	11 340,3	11 781,5	12 273,5

Tableau 18 : CEMAC : Ressources et Emplois

(en milliards de Fcfa)

Agrégats	2003	2004	2005	2006 Est.	2007 Prév.
PRODUIT INTERIEUR BRUT	17 407,0	19 314,0	24 045,4	26 849,4	28 540,3
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	16 592,4	17 013,2	19 488,1	21 982,8	24 084,6
Consommation	11 045,7	11 283,6	13 057,6	14 102,6	14 956,9
Publique (Etat)	1 427,0	1 523,7	1 743,4	1 937,2	2 232,7
Privé	9 618,8	9 759,9	11 314,2	12 165,4	12 724,2
Investissements bruts	5 546,7	5 729,6	6 430,5	7 880,2	9 127,7
Formation brute de capital fixe	5 542,7	5 654,7	6 342,0	7 797,1	9 057,3
Publique (Etat et Ad.publiques)	816,5	1 132,0	1 237,5	1 881,3	2 367,2
Privé (Entreprises et ménages)	4 726,2	4 522,7	5 104,5	5 915,8	6 690,1
Secteur pétrolier	2 054,5	1 754,6	2 251,0	2 935,5	3 491,6
Secteur non pétrolier	2 671,7	2 768,0	2 853,5	2 980,3	3 198,5
Variations des stocks	4,0	74,9	88,5	83,1	70,4
EXPORTATIONS NETTES	814,6	2 300,8	4 557,3	4 866,6	4 455,8
Exportations de biens et services non facteurs	7 466,5	9 736,2	13 136,2	15 099,4	15 958,4
Biens	6 837,3	9 091,8	12 462,8	14 370,5	15 185,7
Autres	1 814,7	1 981,0	2 241,6	2 455,5	3 022,7
Services non facteurs	629,2	644,4	673,3	728,9	772,7
Importations de biens et services non facteurs	-6 651,9	-7 435,4	-8 578,8	-10 232,8	-11 502,6
Biens	-3 664,2	-3 955,9	-4 639,7	-5 653,1	-6 292,0
Services non facteurs	-2 987,8	-3 479,4	-3 939,1	-4 579,7	-5 210,6
	Prix constants, aux prix de 1992				
PRODUIT INTERIEUR BRUT	12 021,1	12 807,6	13 274,0	13 683,8	14 250,7
DEPENSES INTERIEURES BRUTES	12 828,3	13 483,8	14 357,3	15 678,0	16 863,6
Consommation	9 987,3	10 445,2	10 948,8	11 676,7	12 199,2
Publique (Etat)	994,9	1 031,1	1 153,9	1 229,0	1 381,0
Privé	8 992,4	9 414,1	9 794,9	10 447,8	10 818,1
Investissements bruts	2 841,1	3 038,6	3 408,6	4 001,2	4 664,5
Formation brute de capital fixe	2 847,1	3 040,8	3 412,6	4 004,8	4 666,6
Publique (Etat et Ad.publiques)	427,2	572,1	611,2	853,6	995,9
Privé (Entreprises et ménages)	2 419,9	2 468,6	2 801,4	3 151,2	3 670,7
Secteur pétrolier	942,5	960,0	1 236,4	1 522,8	1 935,7
Secteur non pétrolier	1 477,5	1 508,6	1 565,0	1 628,4	1 735,0
Variations des stocks	-6,0	-2,2	-4,1	-3,6	-2,2
EXPORTATIONS NETTES	-807,2	-676,2	-1 083,3	-1 994,2	-2 612,9
Exportations de biens et services non facteurs	2 369,2	2 752,4	2 815,1	2 706,5	2 805,4
Importations de biens et services non facteurs	-3 176,4	-3 428,6	-3 898,4	-4 700,7	-5 418,3